



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/43/6/Rev.1
3 juillet 2004

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quarante-troisième réunion
Genève, 5 – 9 juillet 2004

**SITUATION/PERSPECTIVES DE CONFORMITÉ AUX MESURES DE
RÉGLEMENTATION INITIALES ET INTERMÉDIAIRES DU PROTOCOLE DE
MONTRÉAL DANS LES PAYS VISÉS À L'ARTICLE 5**

La présente révision est émise afin d'apporter plus de précisions à la Partie III, qui porte sur la consommation résiduelle fondée sur l'analyse des données sur la mise en œuvre du programme de pays.

Introduction

1. Ce document est divisé en trois parties :

- La partie I a été préparée en réponse à la Décision 32/76 b), qui charge le Secrétariat de préparer un compte rendu annuel de la situation de conformité aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal dans les pays visés à l'article 5, mises de l'avant dans la partie I du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/38.
- La partie II contient une mise à jour par pays de l'état de la mise en œuvre des projets en cours pour tous les pays visés à l'article 5 qui ont été trouvés en situation de non-conformité par la Réunion des Parties.
- La partie III propose une analyse des données sur la consommation de SAO par secteur présentées par les pays visés à l'Article 5 au Comité exécutif dans le cadre de la mise en œuvre de leur programme de pays.

2. L'analyse effectuée et les conclusions tirées dans ce document ne portent pas atteinte à la situation de conformité déterminée par la Réunion des Parties, le seul organe possédant ce pouvoir de détermination.

3. Les données rapportées en vertu de l'Article 7 sont la seule source utilisée pour déterminer annuellement la situation de conformité. L'analyse actuelle s'appuie sur des données de toutes les sources rapportées au Secrétariat du Fonds dans le cadre de la mise en œuvre du programme de pays, à différentes périodes de conformité, et présume la réalisation de l'élimination associée aux projets en voie de mise en œuvre. Ce document ne détermine pas la conformité comme telle, mais évalue plutôt les possibilités que le pays visé à l'Article 5 soit en situation de conformité par rapport à une ou plusieurs mesures de réglementation du Protocole de Montréal.

Changements apportés au document

4. Ce document a été préparé et présenté au Comité exécutif et au Comité d'application selon un modèle précis, depuis sa création. La présente version comporte deux changements par rapport au modèle habituel.

5. Le premier changement se situe au niveau du nom du document. La situation de conformité n'est en fait qu'un examen des possibilités de conformité, comme mentionné au paragraphe 3. Le nom du document a donc été changé pour cette raison, et pour éviter toute confusion avec les données communiquées par le Secrétariat de l'ozone en vertu de l'Article 7.

6. Le deuxième changement au modèle habituel est l'ajout de la partie II du document. La partie II fournit de l'information sur l'état de la mise en œuvre de projets en cours dans les pays trouvés en situation de non-conformité. Cette information est fondée sur les données communiquées par les agences d'exécution dans leurs rapports périodiques au Comité exécutif. Comme cette information peut aussi intéresser le Comité d'application et que les rapports

périodiques des agences d'exécution ne sont pas remis au Comité d'application, ce sommaire est intégré au document sur la Situation/perspectives car il est remis aux deux comités.

PARTIE I : ANALYSE DE LA SITUATION DE CONFORMITÉ

7. La partie I propose une description de la méthode utilisée pour analyser la conformité en matière de CFC, de halons, de bromure de méthyle, de tétrachlorure de carbone (TTC) et de méthyle chloroforme (TCA). L'analyse de la situation de conformité tient pour acquis que les dernières données sur la consommation transmises tiennent compte de l'élimination réalisée dans le cadre des projets approuvés par le Comité exécutif. En décembre 2003, 209 591 tonnes PAO, dont 29 414 tonnes PAO dans la production de CFC et 31 188 tonnes PAO dans la production de halons, avaient été éliminées dans des projets achevés évalués à quelque 1,03 milliard \$US.

MÉTHODE

8. Le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/37/18, présenté à la 37^e réunion du Comité exécutif, comprend une description détaillée de la méthode d'analyse utilisée. Précisons que la section sur les écarts de données n'existe plus. La présente section propose un court résumé de la méthode.

Collecte et vérification des données

9. Cent vingt-neuf pays visés à l'Article 5 ont transmis des données aux Secrétariats du Fonds et de l'ozone, comme suit : 46 pays visés à l'Article 5 ont communiqué des données pour 2003 en vertu de l'Article 7 (en date du 9 juin 2004) et 32 pays ont communiqué des données sur 2003 au Secrétariat du Fonds en vertu de la Décision 17/34 sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes de pays. Les dernières données transmises ont été utilisées pour les pays qui n'ont pas communiqué de données pour 2003. Celles-ci consistent en les données de 2002 pour 47 pays, les données de 2001 pour 3 pays et les données de 2000 pour un pays.

10. Les données sur l'état de la mise en œuvre de toutes les activités et tous les projets approuvés par le Comité exécutif en date de la fin 2003 ont été communiquées par les agences d'exécution et bilatérales dans leurs rapports périodiques annuels remis à la 43^e réunion du Comité exécutif.

11. Les données sur les approbations possibles pendant l'année 2004 proviennent du Plan d'activités du Fonds multilatéral pour l'année 2004.

Traitement des données

12. Les entrées dans la base de données ont été organisées sous forme de grille pour toutes les substances réglementées, où chaque rangée représente un pays visé à l'Article 5 dont les données transmises et calculées ont été analysées dans les colonnes de la grille.

13. Aucune analyse n'a été effectuée pour les pays ayant transmis des données insuffisantes. De plus, aucune analyse n'a été effectuée pour 11 pays qui ont été priés instamment de ne pas demander l'assistance du Fonds multilatéral.

14. Aucune analyse n'a été effectuée pour le secteur de la production car le Comité exécutif a déjà établi un processus pour les projets du secteur de la production. Cinq gouvernements parmi les huit pays visés à l'Article 5 qui possèdent des installations de production de CFC, notamment les gouvernements de l'Argentine, de la Chine, de l'Inde, de la République populaire démocratique de Corée et du Mexique, possèdent des accords portant sur des réductions à date fixe. Les autres pays possédant des installations de production de CFC sont le Brésil, la Roumanie et le Venezuela. En ce qui concerne la production de halons, la Chine possède un accord et l'Inde a reçu une subvention unique pour la fermeture de leurs installations de production de halons.

15. L'analyse des données a été effectuée selon les conditions suivantes :

- a) Il a été présumé que les dernières données sur la consommation de SAO n'augmenteront pas.
- b) Les dernières données transmises tiennent compte des SAO éliminées dans le cadre de projets approuvés.

16. Les analyses du CFC et du bromure de méthyle révèlent si un pays a reçu un appui financier dans le cadre d'un accord pour l'élimination complète. L'analyse des CFC indique également si un pays à faible volume de consommation a fait l'objet d'un plan de gestion des frigorigènes ou d'un supplément de plan de gestion des frigorigènes après la 31^e réunion du Comité exécutif, qui suffirait à assurer la conformité du pays, au moins jusqu'à la réduction de 85 pour cent prévue pour 2007 (Décision 31/48 h). L'analyse des halons permet de savoir si une activité de banque des halons a été approuvée, car les lignes directrices sur les banques de halons exigent l'établissement d'une réglementation régissant les interdictions de produire et d'importer dans les six mois suivant la mise en œuvre du centre de récupération (Décision 18/22), et la Décision 35/57 suppose que la banque de halons est le dernier projet approuvé pour le secteur des halons.

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ POUR LES CFC (Annexe I)

17. Cette section comprend les résultats et les observations découlant de l'analyse des objectifs de l'échéance et de la réduction de 50 pour cent pour les CFC. L'analyse de l'échéance pour les CFC porte également sur la conformité pour les pays trouvés en situation de non-conformité par la quinzième Réunion des Parties.

Résultats

Respect de l'échéance pour les CFC

18. L'analyse a révélé que les pays peuvent être regroupés en trois grandes catégories.

a) Pays qui semblent être en situation de conformité

19. Cette catégorie regroupe 121 pays (comparativement à 111 pays lors de l'analyse de juin 2003 et à 94 pays lors de l'analyse de juin 2002) qui pourraient déjà être présumés conformes en vertu des dernières données de consommation transmises. La consommation totale la plus récente de 78 007 tonnes PAO de ces pays représente quelque 70 114 tonnes PAO de moins que leur valeur de référence de 148 121 tonnes PAO.

20. Quatre-vingt-cinq de ces pays sont des pays à faible volume de consommation, et 79 de ceux-ci ont reçu un appui du Fonds multilatéral pour leur plan de gestion des frigorigènes, dont 43 pays à faible volume de consommation pour lesquels l'appui servira à assurer la réalisation de l'objectif de réduction de 85 pour cent de 2007.

21. Trente-deux pays qui semblent en situation de conformité ont signé un accord national d'élimination des SAO ou des CFC avec le Comité exécutif : Argentine, Bahamas, Bangladesh, Brésil, Colombie, Croatie, Équateur, États fédérés de Micronésie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Iran, Jamaïque, Jordanie, Kiribati, Lesotho, Malaisie, Maurice, Mexique, Namibie, Nigéria, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République démocratique du Congo, Thaïlande, Tonga, Trinité-et-Tobago, Turquie, Tuvalu, Vanuatu et Venezuela.

b) Pays qui pourraient être en situation de conformité grâce à la mise en œuvre des projets approuvés

22. Cette catégorie regroupe 2 pays qui pourraient être en situation de conformité si les projets approuvés pour eux étaient mis en œuvre sans tarder (Libye et Saint-Kitts-et-Nevis). L'élimination totale dans le cadre de ces projets est de 369,4 tonnes PAO. Un de ces pays est un pays à faible volume de consommation : Saint-Kitts-et-Nevis. Ce pays possède un plan de gestion des frigorigènes approuvé, mais celui-ci ne permettra pas au pays d'atteindre l'objectif de réduction de 85 pour cent de 2007.

23. Ni la Libye ni Saint-Kitts-et-Nevis n'ont rapporté de données pour 2003.

c) Pays qui pourraient ne pas être en situation de conformité

24. Cette catégorie regroupe 6 pays, dont 4 pays à faible volume de consommation. D'après les dernières données transmises, ces pays pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires pour se trouver en situation de conformité.

25. L'Albanie et la Bosnie-Herzégovine sont 2 des 4 pays à faible volume de consommation qui pourraient se trouver en situation de non-conformité. L'Albanie a signé un accord national d'élimination avec le Comité exécutif, qui permettra à l'Albanie d'éliminer la consommation de toutes les SAO en respectant un échéancier qui fixe les limites annuelles de consommation à 68 tonnes PAO en 2003, 61,2 tonnes PAO en 2004, 36,2 tonnes PAO en 2005, 15,2 tonnes PAO en 2006, 6,2 tonnes PAO en 2007, 2,2 tonnes PAO en 2008 et 0 tonne PAO en 2009. La Bosnie-Herzégovine a également signé un accord national d'élimination des SAO avec le Comité exécutif qui permettra à la Bosnie-Herzégovine d'éliminer complètement les CFC avant le 31 décembre 2007.

26. Quant aux 2 autres pays à faible volume de consommation (Guinée-Bissau et Saint-Vincent-et-les-Grenadines), un plan de gestion des frigorigènes a été approuvé pour Saint-Vincent-et-les-Grenadines, mais la Décision 31/48 pourrait le rendre inadmissible à un appui financier supplémentaire. Aucun plan de gestion des frigorigènes n'a été approuvé pour la Guinée-Bissau, mais il est toutefois prévu.

27. Deux des 6 pays de cette catégorie ne sont pas des pays à faible volume de consommation (République populaire démocratique de Corée et Yémen). Des plans de gestion des frigorigènes ont été approuvés pour ces pays.

Respect de l'objectif de réduction de 50 pour cent de 2005

28. L'analyse révèle que les pays peuvent être regroupés en deux catégories.

a) Les pays qui pourraient être en situation de conformité en 2005

29. Cette catégorie regroupe les pays qui, selon les dernières données transmises, pourraient respecter l'échéance de réduction de 50 pour cent d'ici 2005, à condition que les projets approuvés pour ces pays soient mis en oeuvre. Cette catégorie regroupe 86 pays, dont 57 pays à faible volume de consommation, selon l'analyse de juin 2004, comparativement à 70 pays dont 43 pays à faible volume de consommation lors de l'analyse de juin 2003.

b) Pays qui pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires pour respecter l'échéance de 2005

30. Cette catégorie regroupe 43 pays, dont 33 pays à faible volume de consommation, qui pourraient avoir besoin d'éliminer 1 838 tonnes PAO de plus d'ici 2005 afin d'atteindre l'objectif de réduction de 50 pour cent. Selon les plans d'activités pour l'année 2004, 22 de ces 43 pays devaient faire l'objet de projets pour éliminer 1 832 tonnes PAO.

31. Le Comité exécutif a approuvé un plan de gestion des frigorigènes pour 8 pays qui ne sont pas des pays à faible volume de consommation et 27 pays à faible volume de consommation parmi ces 43 pays, dont 17 pays qui ont déjà obtenu l'approbation d'un plan de gestion des frigorigènes ou qui possèdent un plan national d'élimination afin de réaliser leurs objectifs de réduction de 50 et de 85 pour cent. Les Bahamas et la Micronésie sont deux pays à faible volume de consommation qui ont signé un accord d'élimination avec le Comité exécutif.

32. Six pays ne possèdent pas de plan de gestion des frigorigènes approuvés : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Brunei Darussalam, Équateur, Guinée-Bissau et Myanmar. L'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et l'Équateur ont signé un accord national d'élimination avec le Comité exécutif qui leur permettrait d'éliminer complètement la production et la consommation de toutes les SAO. Les 3 pays à faible volume de consommation restants (Brunei Darussalam, Guinée-Bissau et Myanmar) ont reçu un appui financier pour préparer leur plan de gestion des frigorigènes. Des activités sont prévues dans les plans d'activité de 2004 pour 4 des 6 pays à faible volume de consommation.

33. Les autres pays qui pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires pour respecter l'objectif de réduction de 50 pour cent sont tous des pays qui ne sont pas des pays à faible volume de consommation. Ils sont identifiés dans le tableau ci-dessous avec les quantités nécessaires pour atteindre l'objectif de réduction de 50 pour cent, les quantités précisées dans les plans d'activités pour ces pays et les observations supplémentaires du Comité exécutif.

Pays	Quantité requise pour la réduction de 50 % (tonnes PAO)	Quantité dans les plans d'activités de 2004	Observations supplémentaires
Iran	21,7	565,7	L'Allemagne, la France, le PNUE, le PNUD et l'ONUDI sont en train de mettre en œuvre un projet d'élimination des CFC comportant un calendrier d'élimination conforme aux objectifs d'élimination du Protocole de Montréal
Libye	259,6		L'ONUDI est en train de mettre en œuvre un projet d'élimination des CFC comportant un calendrier d'élimination conforme aux objectifs d'élimination du Protocole de Montréal

Observations

34. Il existe un besoin immédiat de mener à terme les projets approuvés pour 2 pays qui pourraient être en conformité par rapport aux objectifs si les projets approuvés pour ces pays étaient mis en œuvre. Ces pays sont la Libye et Saint-Kitts-et-Nevis.

35. Il existe un besoin de mettre en œuvre avec vigueur le plan de gestion des frigorigènes approuvé pour un pays (Saint-Vincent) parmi les 6 pays qui risquent de ne pas respecter l'échéance, pour lequel une assistance supplémentaire pourrait être obtenue en vertu de la Décision 31/48.

36. Les pays suivants, que la Réunion des Parties a trouvé en situation de non-conformité par rapport à l'objectif pour les CFC, ont transmis des données de consommation pour 2003 qui se situent sous leurs valeurs de référence, et semblent donc être en situation de conformité : Dominique (1,4 tonne/1,5 tonne), Guatemala (147,1 tonnes/224,6 tonnes), Haïti (115,9 tonnes/169 tonnes), Liberia (32,8 tonnes/56,1 tonnes), Ouganda (4,1 tonnes/12,8 tonnes), Papouasie-Nouvelle-Guinée (22,7 tonnes/36,3 tonnes), Qatar (95,5 tonnes/101,4 tonnes, d'après les données du programme de pays), Sierra Leone (66,3 tonnes/78,6 tonnes) et Somalie (108,2 tonnes/241,4 tonnes).

37. Cependant, 2 pays ont transmis des données de consommation de CFC pour 2003 qui demeurent supérieures à leur valeur de référence : Bosnie-Herzégovine (230 tonnes/24,2 tonnes, sans toutefois dépasser la valeur indiquée dans le plan d'action (235 tonnes), selon la Décision XV/30 de la quinzième Réunion des Parties) et Saint-Vincent-et-les-Grenadines (3,1 tonnes/1,8 tonne transmis au Secrétariat du Fonds), et Saint-Vincent-et-les-Grenadines semble demeurer en situation de non-conformité par rapport à l'échéance pour les CFC tandis que la Bosnie-Herzégovine a atteint l'objectif de son plan d'action visant à rétablir la conformité sans toutefois avoir respecté l'échéance.

38. Les pays suivants trouvés en situation de non-conformité par rapport à l'échéance pour les CFC n'ont pas rapporté de données en vertu de l'Article 7 du Protocole de Montréal ni de données sur la mise en œuvre du programme de pays : Albanie, Cap-Vert, Jamahiriya arabe libyenne, Micronésie, Saint-Kitts-et-Nevis et Sao-Tomé-et-Principe.

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ POUR LES HALONS (Annexe II)

39. Cette section présente une analyse de la conformité aux mesures de réglementation des halons.

Limites supplémentaires relatives aux données

- a) Soixante-six pays n'ont rapporté aucune consommation de 1995 à 2003.
- b) Deux pays n'ont pas transmis de données de référence ni de leurs dernières données de consommation.

Résultats

Respect de l'échéance pour les halons

40. L'analyse a révélé que les pays peuvent être regroupés en trois grandes catégories.

- a) Pays qui semblent être en situation de conformité

41. Selon les dernières données sur la consommation transmises, 55 pays, dont la Chine, de même que 27 pays à faible volume de consommation, pourraient déjà être considérés comme étant en situation de conformité, à condition que ce niveau de consommation n'augmente pas. Le plus récent niveau de consommation totale de 3 431 tonnes PAO (excluant la Chine) se situe à quelque 3 667 tonnes PAO sous la valeur de référence de 7 098 tonnes PAO pour ces pays (excluant la Chine). Cependant, le niveau de consommation totale de halons rapporté pour ces pays est de 200 tonnes PAO de plus que lors de l'analyse de l'année dernière. Quarante et un de ces 55 pays ont reçu un appui financier du Fonds multilatéral. (Précisions que la valeur de référence de la Chine est de 34 187 tonnes PAO et sa consommation en 2002 a été de 6 604 tonnes PAO – la Chine n'avait pas encore communiqué ses données pour 2003 au moment de rédiger ce rapport).

- b) Pays qui pourraient être en situation de conformité à condition que les projets approuvés soient mis en œuvre

42. Cette catégorie regroupe 2 pays qui pourraient être en situation de conformité à condition que les projets qui leur ont été approuvés soient mis en œuvre dans les meilleurs délais (Mexique et Pakistan). Ces projets donneraient lieu à l'élimination de 254,2 tonnes PAO.

- c) Pays qui pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires pour être en situation de conformité

43. Six pays pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires pour respecter l'échéance. Ces pays doivent éliminer une quantité totale de 114 tonnes PAO pour respecter l'échéance de 2002. Quatre de ces pays (Lesotho, Malaisie, Qatar et Yémen) ont déjà reçu une assistance du Fonds multilatéral pour des banques de halons. Haïti et la Somalie aussi pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires pour respecter l'échéance. Ce besoin était inconnu avant la préparation des plans d'activités pour 2004-2006 car ces pays n'avaient pas encore communiqué leurs données. Les futurs plans d'activités pourraient comprendre des projets pour Haïti et la Somalie.

Respect de l'objectif de réduction de 50 pour cent de 2005

44. L'analyse laisse prévoir les possibilités suivantes quant au respect de l'objectif de réduction de 50 pour cent, si les derniers niveaux de consommation rapportés n'augmentent pas et que tous les projets approuvés sont mis en œuvre d'ici 2005 :

- a) Selon les dernières données, 46 pays, dont la Chine, pourraient respecter l'objectif de réduction de 50 pour cent d'ici 2005, à condition que les projets approuvés soient mis en œuvre. Ce groupe de pays comprend 19 pays à faible volume de consommation.
- b) Dix-sept pays, dont 12 pays à faible volume de consommation, pourraient avoir besoin d'éliminer des quantités supplémentaires de 1 158 tonnes PAO d'ici 2005 afin de respecter l'objectif de réduction de 50 pour cent. Onze de ces pays ont reçu un appui du Fonds multilatéral pour les activités de halons, dont 10 pays pour des banques de halons (Bosnie-Herzégovine, Botswana, Cameroun, Éthiopie, Iran, Lesotho, Malaisie, Nigéria, Qatar et Yémen). Parmi les 7 pays restants qui risquent de ne pas respecter l'objectif de réduction de 50 pour cent, Haïti a une consommation de moins de 10 tonnes PAO. Les niveaux de consommation les plus récents des 6 pays restants sont : Croatie (26 tonnes PAO), Géorgie (37,4 tonnes PAO), Liberia (19,5 tonnes PAO), Libye (532,7 tonnes PAO), Somalie (25,7 tonnes PAO) et Sierra Leone (15 tonnes PAO). Les plans d'activités de 2004 prévoient des activités pour deux de ces pays (Croatie et Libye).

45. Tous les 17 pays qui pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires pour respecter l'objectif de réduction de 50 pour cent pour les halons possèdent un projet de banque de halons approuvé ou font l'objet d'activités dans les plans d'activités de 2004-2006, à l'exception de Haïti, Géorgie, Liberia, Sierra Leone et Somalie. Le Comité exécutif pourrait souhaiter demander aux agences d'exécution d'examiner la possibilité d'inclure des projets pour ces pays dans leurs futurs plans d'activités.

Observations

46. Des mesures immédiates semblent devoir s'imposer pour assurer le respect de l'échéance pour les halons et l'objectif de réduction de 50 pour cent en 2005 par Haïti et la Somalie, deux pays pour lesquels aucune activité n'est prévue dans les plans d'activités de 2004, de même que

par les pays suivants qui ont reçu de l'assistance pour une banque de halons : Lesotho, Malaisie, Qatar et Yémen.

47. En plus des pays mentionnés ci-dessus, la Croatie, la Géorgie, le Liberia, la Libye et le Sierra Leone pourraient devoir prendre des mesures supplémentaires pour atteindre leurs objectifs de réduction de 50 pour cent.

48. Les pays suivants, que la Réunion des Parties avait trouvé en situation de non-conformité par rapport à l'échéance pour les halons, ont rapporté des niveaux de consommation de halons pour 2003 inférieurs à leur niveau de référence, et semblent donc être en situation de conformité : Cameroun (2,0 tonnes PAO/2,4 tonnes PAO), Nigéria (191,2 tonnes PAO/285,3 tonnes PAO), République démocratique du Congo (27,9 tonnes PAO/218,7 tonnes PAO) et Vietnam (0 tonne PAO/37,1 tonnes PAO). Par contre, le Qatar a rapporté au Secrétariat du Fonds une consommation de 13,6 tonnes PAO, c'est-à-dire une consommation supérieure à sa valeur de référence de 10,7 tonnes PAO, et semble donc demeurer en situation de non-conformité.

49. Les pays suivants, trouvés en situation de non-conformité par rapport à l'échéance pour les halons, n'ont pas rapporté de données en vertu de l'Article 7 ni de données sur la mise en œuvre de leur programme de pays : Malaisie, Mexique et Pakistan.

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ POUR LE BROMURE DE MÉTHYLE (Annexe III)

50. Cette section présente l'analyse de la conformité aux mesures de réglementation pour le bromure de méthyle. Précisons que toutes les données communiquées et utilisées dans cette analyse ne portent que sur les utilisations réglementées, c'est-à-dire qu'elles ne comprennent pas les activités sanitaires et préalables à l'expédition.

Données

- a) Cent six des 111 pays visés à l'Article 5 qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague ont rapporté des valeurs de référence complètes. Trente-trois de ces 106 pays ont rapporté une valeur de référence et un niveau de consommation le plus récent de zéro.
- b) Quatre-vingt-sept pays visés à l'Article 5 ont reçu une assistance du Fonds multilatéral pour des activités et/ou des projets sur le bromure de méthyle, dont des projets qui entraîneront l'élimination complète du bromure de méthyle dans 26 pays et une élimination partielle dans 18 autres pays.

Résultats

51. Les pays ont été regroupés en trois catégories pour cette analyse : les pays qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague et ont transmis des valeurs de référence de même que leur plus récent niveau de consommation, les pays qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague mais

n'ont pas fourni suffisamment de données pour en permettre l'analyse et les pays qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Copenhague mais ont transmis des données.

Respect de l'échéance pour le bromure de méthyle

52. Les résultats de l'analyse révèlent ce qui suit. Ils tiennent compte du fait que l'échéance ne date que de 2002 et que la majorité des pays visés à l'Article 5 ne communiqueront leurs données pour 2003 qu'en septembre 2004.

a) Pays qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague

53. Selon les dernières données communiquées sur les niveaux de consommation, 57 des 73 pays qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague pourraient déjà être considérés comme étant en situation de conformité, à condition que leur niveau de consommation n'augmente pas. Quarante-sept de ces 57 pays ont reçu une assistance du Fonds multilatéral pour des activités liées au bromure de méthyle. Vingt et un de ces pays - Argentine, Bolivie, Cameroun, Costa Rica, Croatie, Cuba, Géorgie, Indonésie, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Macédoine, Malawi, Maurice, Pérou, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Sénégal, Syrie et Uruguay ont signé un accord d'élimination avec le Comité exécutif ou font l'objet de projets approuvés qui entraîneront l'élimination complète de leur consommation de bromure de méthyle à des fins réglementées. De plus, le Comité exécutif a approuvé des projets d'élimination partielle pour les pays suivants : Barbade, Brésil, Chili, Chine, Équateur, Égypte, Nigéria, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Soudan, Turquie et Zimbabwe.

54. Six pays pourraient être en situation de conformité si les projets qui leur ont été approuvés étaient mis en œuvre en 2003 : Bosnie-Herzégovine, Côte d'Ivoire, Guatemala, Honduras, Maroc et Sri Lanka. Les projets approuvés donneront lieu à l'élimination de 624 tonnes PAO. Trois de ces pays (Bosnie-Herzégovine, Côte d'Ivoire et Sri Lanka) ont signé un accord d'élimination complète avec le Comité exécutif, et 3 de ces pays (Guatemala, Honduras et Mexique) ont signé un accord ou font l'objet de projets d'élimination partielle.

55. Les 10 autres pays (Bahreïn, Botswana, Congo, Mozambique, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Ouganda, Thaïlande, Tunisie, Vietnam et Yémen) pourraient ne pas avoir respecté l'échéance de 2002. Ces pays doivent éliminer 194 tonnes PAO afin de respecter l'échéance. L'Ouganda a signé un accord d'élimination ou fait l'objet de projets approuvés pour l'élimination complète de la consommation avec l'assistance du Fonds multilatéral, et 3 pays ont signé un accord d'élimination partielle (Congo, Mozambique et Yémen). Il reste donc 6 pays qui pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires.

56. Le Fonds multilatéral a fourni une assistance financière pour les projets et autres activités sur le bromure de méthyle à 4 de ces 6 pays qui pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires. Les deux pays qui n'ont pas reçu d'assistance financière et ont besoin de mesures supplémentaires pour respecter l'échéance sont Bahreïn (1 tonne PAO) et Papouasie-Nouvelle-Guinée (5,5 tonnes PAO). Ces pays ne font l'objet d'aucune activité dans le cadre des projets d'investissement pour le bromure de méthyle des plans d'activités de 2004, autre que les activités du Programme d'aide à la conformité.

57. De ces 10 pays qui pourraient ne pas respecter l'échéance pour le bromure de méthyle en 2002, seul la Thaïlande fait l'objet d'activités pour le bromure de méthyle dans les plans d'activités de 2004.

b) Pays qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Copenhague

58. Six des 20 pays visés à l'Article 5 qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Copenhague ont communiqué des données. Quatre de ces pays ont indiqué qu'ils peuvent déjà être considérés comme étant en situation de conformité selon les dernières données transmises, à condition que leur niveau de consommation n'augmente pas. Le Fonds multilatéral a fourni une assistance à 8 des 20 pays, surtout sous forme d'ateliers de sensibilisation.

Respect de l'objectif de réduction de 20 pour cent de 2005

59. L'analyse laisse prévoir les possibilités suivantes quant au respect de l'objectif de réduction de 20 pour cent, à condition que les derniers niveaux de consommation rapportés n'augmentent pas et que tous les projets approuvés soient mis en œuvre d'ici 2005.

- a) Selon les dernières données communiquées, 57 des 73 pays qui ont communiqué des données et ratifié l'Amendement de Copenhague pourraient respecter l'objectif de réduction de 20 pour cent de 2005, à condition que les projets qui leur ont été approuvés soient mis en œuvre.
- b) Les 16 pays restants pourraient avoir besoin d'éliminer de plus grandes quantités pouvant atteindre 261 tonnes PAO d'ici 2005 afin de respecter l'objectif de réduction de 20 pour cent. Douze des 16 pays ont reçu un appui du Fonds multilatéral pour des activités visant le bromure de méthyle. Un de ces pays (Ouganda) a signé un accord d'élimination complète, et 4 pays (Congo, République démocratique du Congo, Mozambique et Yémen) font l'objet de projets pour une élimination partielle.
- c) La Thaïlande (46,0 tonnes PAO), le Vietnam (148,8 tonnes PAO) et le Yémen (42,9 tonnes PAO) doivent éliminer plus de 40 tonnes PAO chacun pour atteindre l'objectif de réduction de 20 pour cent en 2005.
- d) Les 13 pays restants doivent éliminer 23 tonnes PAO, au total, afin d'atteindre l'objectif de réduction de 20 pour cent. Parmi ceux-ci, les pays suivants ont reçu l'assistance du Fonds multilatéral : Algérie, Botswana, Congo, Mexique, Ouganda, Philippines, République démocratique du Congo, Mozambique et Tunisie.
- e) Des mesures supplémentaires pourraient s'avérer nécessaires pour les pays suivants : Bahreïn, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay et Saint-Kitts-et-Nevis, dont la consommation totale représente 7 tonnes PAO.
- f) Les plans d'activités de 2004 contiennent des projets qui pourraient aider le Mexique, les Philippines et la Thaïlande à respecter l'objectif de réduction de

2005.

- g) Quatre des 16 pays qui pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires pour respecter leurs obligations pour le bromure de méthyle n'ont pas reçu d'assistance du Fonds multilatéral pour leurs activités de bromure de méthyle ou ne font l'objet d'aucune activité dans les plans d'activités de 2004 : Bahreïn, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay et Saint-Kitts-et-Nevis.
- h) Selon les données communiquées, 3 des 6 pays qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Copenhague mais qui ont communiqué des données pourraient atteindre l'objectif de réduction de 20 pour cent d'ici 2005. Parmi les 3 qui pourraient ne pas respecter l'objectif de réduction de 20 pour cent, le Lesotho devra éliminer 0,1 tonne PAO, la Libye 2,5 tonnes PAO et le Swaziland 0,3 tonne PAO pour atteindre l'objectif de réduction de 20 pour cent.

Observations

60. Les projets approuvés doivent être mis en œuvre plus rapidement que prévu dans 6 pays (Bosnie-Herzégovine, Côte d'Ivoire, Guatemala, Honduras, Maroc et Sri Lanka) afin d'éliminer des risques de retard dans la conformité par rapport aux obligations pour le bromure de méthyle.

61. Des mesures immédiates semblent devoir être nécessaires pour permettre aux 10 pays suivants de respecter l'échéance pour le bromure de méthyle au cours de 2002 : Bahreïn, Botswana, Congo, Mozambique, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Thaïlande, Tunisie, Vietnam et Yémen. Précisons que l'Ouganda a signé des accords d'élimination complète avec le Comité exécutif.

62. Quinze pays pouvant avoir besoin de mesures supplémentaires pour respecter l'objectif de réduction de 20 pour cent de 2005 n'ont pas signé d'accord d'élimination complète avec le Comité exécutif. Cependant, 4 de ces pays font l'objet de projets d'élimination partielle : Congo, Mozambique, République démocratique du Congo et Yémen. Trois de ces 15 pays qui n'ont pas d'accord d'élimination complète (Mexique, Philippines, Thaïlande) font l'objet de projets dans les plans d'activités de 2004. Trois pays visés à l'Article 5 devaient éliminer plus de 20 tonnes pour atteindre l'objectif de réduction de 20 pour cent (Thaïlande, Vietnam et Yémen).

63. Les pays suivants trouvés en situation de non-conformité pour le bromure de méthyle par la Réunion des Parties ont rapporté une consommation de bromure de méthyle de 2003 inférieure à leur valeur de référence et semblent donc être en situation de conformité : Barbade (0 tonne PAO/0,1 tonne PAO), Cameroun (9,9 tonnes PAO/18,1 tonnes PAO), Égypte (238,0 tonnes PAO/238,1 tonnes PAO), Haïti (0 tonne PAO/0 tonne PAO), Paraguay (0,9 tonne PAO/0,9 tonne PAO), Philippines (7,8 tonnes PAO/8,0 tonnes PAO), Qatar (0 tonne PAO/0 tonne PAO rapporté au Secrétariat du Fonds), Saint-Kitts-et-Nevis (0,3 tonne PAO/0,3 tonne PAO), Sao-Tomé-et-Principe, Sierra Leone (0,7 tonne PAO/2,6 tonnes PAO), Somalie (0 tonne PAO/0,5 tonne PAO) et Vanuatu (0 tonne PAO/0,2 tonne PAO).

64. Par contre, plusieurs pays ont rapporté avoir dépassé le niveau de l'échéance pour le bromure de méthyle et semblent être en situation de non-conformité : Botswana (0,6 tonne PAO/0,1 tonne PAO, a aussi dépassé le niveau de son plan d'action [0,4 tonne PAO en 2003] selon la Décision XV/31), Guatemala (546,6 tonnes PAO/400,7 tonnes PAO, 242 tonnes sont visées par des projets en cours de mise en œuvre mais le pays a aussi dépassé le niveau dans le plan d'action – 528 tonnes PAO en 2003, selon la Décision XV/34), Honduras (309,6 tonnes PAO/259,4 tonnes PAO rapporté au Secrétariat du Fonds, 110,1 tonnes font l'objet de projets en cours de mise en œuvre et le pays n'a pas dépassé le niveau de son plan d'action de 370 tonnes PAO, selon la Décision XV/35), Ouganda (24,0 tonnes PAO/6,3 tonnes PAO, a signé un accord d'élimination avec le Comité exécutif mais n'a pas dépassé le niveau de son plan d'action de 24 tonnes PAO, selon la Décision XV/43) et Thaïlande (178 tonnes PAO/164,9 tonnes PAO rapporté au Secrétariat du Fonds).

65. Les pays suivants, trouvés en situation de non-conformité pour le bromure de méthyle, n'ont pas rapporté de données en vertu de l'Article 7 ou sur la mise en œuvre du programme de pays : Cap-Vert, Djibouti, Liberia, Micronésie, Népal et Palaos.

TÉTRACHLORURE DE CARBONE (Annexe IV)

66. Cette section présente l'analyse de la conformité aux mesures de réglementation pour le tétrachlorure de carbone.

67. Précisions que toutes les données communiquées et utilisées dans cette analyse ne portent que sur les utilisations réglementées, c'est-à-dire exception faite des matières premières. La consommation de tétrachlorure de carbone rapportée n'a pas été divisée selon que la substance est utilisée comme solvant ou comme agent de transformation.

Données

68. Cent quatorze des 118 pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres ont rapporté des valeurs de référence complètes. Soixante-deux de ces 114 pays ont rapporté une valeur de référence et un niveau de consommation le plus récent de zéro. Ainsi, l'analyse n'a porté que sur 52 pays.

Résultats

69. Les pays analysés ont été regroupés en trois catégories : les pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres et qui ont fourni leurs valeurs de référence et les plus récentes données sur la consommation, les pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres et qui n'ont pas fourni suffisamment de données pour l'analyse et les pays qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Londres.

Respect de l'objectif de réduction de 85 pour cent du tétrachlorure de carbone d'ici 2005

70. Reconnaissant que les pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres sont tenus de réduire leur consommation de 85 pour cent au 1^{er} janvier 2005, les résultats de l'analyse révèlent ce qui suit.

a) Pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres

71. Selon les dernières données communiquées, 22 des 52 pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres et communiqué des données peuvent déjà être considérés comme étant en situation de conformité, à condition leur niveau de consommation n'augmente pas. Les pays suivants ont reçu l'assistance du Fonds multilatéral pour des activités d'élimination du tétrachlorure de carbone : Chili, Chine, Jordanie, Malaisie, Thaïlande et Turquie.

72. Les 30 autres pays pourraient ne pas respecter l'objectif de réduction de 85 pour cent d'ici 2005. Ces pays devront éliminer une quantité totale de 19 088 tonnes PAO pour atteindre l'objectif de réduction de 85 pour cent d'ici 2005. Treize de ces 30 pays affichent un niveau de consommation supérieur à 10 tonnes PAO. Ces pays sont, en ordre du dernier niveau de consommation rapporté : Inde (10 461 tonnes PAO), Argentine (7 371 tonnes PAO), Iran (2 169 tonnes PAO), République populaire démocratique de Corée (1 585 tonnes PAO), Pakistan (637 tonnes PAO), Roumanie (200 tonnes PAO), Nigéria (167 tonnes PAO), Brésil (68 tonnes PAO), Sri Lanka (24 tonnes PAO), Algérie (19 tonnes PAO), Indonésie (17 tonnes PAO), Bangladesh (14 tonnes PAO) et République démocratique du Congo (11 tonnes PAO).

73. Dix-huit des 30 pays qui pourraient ne pas atteindre l'objectif de réduction de 85 pour cent pour le tétrachlorure de carbone d'ici 2005 ne font l'objet d'aucune activité dans les plans d'activités pour l'année 2004 : Algérie, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Colombie, Équateur, Ghana, Îles Marshall, Mexique, Népal, Oman, Ouganda, Paraguay, République démocratique du Congo, Roumanie, Soudan et Tunisie.

74. Le Fonds multilatéral a fourni une assistance financière pour les projets et les activités portant sur le tétrachlorure de carbone à 7 de ces 30 pays, dont 6 pays qui ont fait l'objet de projets approuvés pour l'élimination du tétrachlorure de carbone (Argentine, Bangladesh, Inde, Pakistan, République populaire démocratique de Corée et Roumanie).

75. L'ONUDI a proposé à la 43^e réunion du Comité exécutif un projet d'élimination en phase finale des SAO pour le secteur des solvants de l'Indonésie et un projet parapluie d'élimination en phase finale pour le secteur des solvants du Nigéria.

b) Pays qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Londres

76. Parmi les 13 pays visés à l'Article 5 qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Londres, 10 pays rapportent un taux de consommation et une valeur de référence de zéro, et un pays n'a pas fourni suffisamment de données pour permettre l'analyse de sa conformité. L'Albanie est le seul pays qui a reçu l'assistance du Fonds multilatéral pour ses activités portant sur le tétrachlorure de carbone.

Observations

77. Des mesures immédiates semblent devoir être nécessaires pour permettre à 30 pays d'atteindre l'objectif de réduction de 85 pour cent d'ici 2005 pour le tétrachlorure de carbone. Treize de ces 30 pays ont un niveau de consommation de plus de 10 tonnes PAO. Les plus grands consommateurs sont l'Argentine, l'Inde, l'Iran, le Pakistan et la République populaire démocratique de Corée. Cependant, ces pays ont reçu l'assistance du Fonds multilatéral, et des projets supplémentaires pour les solvants sont proposés à la 43^e réunion pour l'Indonésie et le Nigéria.

78. Les Parties qui ont ratifié l'Amendement de Londres doivent communiquer des données en vertu de l'Article 7.

79. Les Parties qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Londres doivent être encouragées à le faire et à communiquer des données complètes en vertu de l'Article 7.

80. Étant donné que l'objectif de réduction de 85 pour cent entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005 et qu'il faut compter 3 ans, en moyenne, pour achever la mise en œuvre d'un projet, des mesures urgentes s'imposent pour que le plus de pays possible puissent être (et demeurer) conformes.

81. Les pays doivent être fortement encouragés à répartir leur consommation de tétrachlorure selon qu'il est utilisé comme solvant, agent de transformation ou matière première.

MÉTHYLE CHLOROFORME (TCA) (Annexe V)

82. Cette section présente l'analyse de la conformité aux mesures de réglementation pour le méthyle chloroforme.

Données

83. Cent quatorze des 118 pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres ont rapporté des valeurs de référence complètes. Soixante-seize de ces 114 pays ont rapporté une valeur de référence et un niveau de consommation le plus récent de zéro. Ainsi, l'analyse n'a porté que sur 38 pays.

Résultats

84. Les pays analysés ont été regroupés en trois catégories aux fins d'analyse : les pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres et qui ont fourni leurs valeurs de référence et les plus récentes données sur la consommation, les pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres et qui n'ont pas fourni suffisamment de données pour l'analyse et les pays qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Londres.

Respect de l'échéance pour le tétrachlorure de carbone

85. Les résultats de l'analyse révèlent ce qui suit concernant le respect de l'échéance de 2003.

a) Pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres

86. Selon les données communiquées sur les niveaux de consommation les plus récents, 33 des 38 pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres pourraient déjà être considérés en situation de conformité, à condition que leur niveau de consommation n'augmente pas. Quatorze de ces 33 pays ont reçu l'assistance du Fonds multilatéral pour des activités portant sur le tétrachlorure de carbone.

87. Les 5 autres pays pourraient ne pas respecter l'échéance en 2003. Ces pays devront éliminer une quantité totale de 383 tonnes PAO pour respecter l'échéance de 2003. Le Bangladesh et la Bosnie-Herzégovine ont reçu l'assistance du Fonds multilatéral pour les projets d'élimination du tétrachlorure de carbone et le Kenya a reçu une assistance pour l'élimination partielle du tétrachlorure de carbone. Ces pays, et les quantités à éliminer pour respecter l'échéance de 2003 sont les suivants : Bangladesh (0,1 tonne PAO), Bosnie-Herzégovine (1,5 tonne PAO), Équateur (0,8 tonne PAO), Iran (378,1 tonnes PAO) et Kenya (2,8 tonnes PAO).

88. Trois des 5 pays qui pourraient ne pas respecter l'échéance de 2003 pour le méthyle chloroforme ne font l'objet d'aucune activité prévue dans les plans d'activités de 2004 : Bangladesh, Bosnie-Herzégovine et Équateur. Toutefois, l'élimination dans ces pays pourrait être réalisée dans le cadre du Programme d'aide à la conformité du PNUE.

b) Pays qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Londres

89. Neuf des 13 pays visés à l'Article 5 qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Londres ont un niveau de référence de zéro et une consommation la plus récente de zéro, et un pays n'a pas fourni suffisamment de données pour en permettre l'analyse. Parmi les trois pays qui ont communiqué des données, le Cambodge et l'Éthiopie peuvent déjà être considérés en situation de conformité selon les données transmises, à condition que leur niveau de consommation n'augmente pas. Bien que l'ONUDI procède actuellement à la mise en œuvre d'un projet d'élimination des SAO pour ce pays, le pays restant (Albanie) pourrait avoir besoin d'une assistance supplémentaire pour être en situation de conformité.

Respect de l'objectif de réduction de 30 pour cent en 2005

90. En supposant que les plus récentes données sur la consommation n'augmentent pas et que tous les projets approuvés sont mis en œuvre d'ici 2005, les résultats de l'analyse révèlent ce qui suit :

- a) Selon les données communiquées et si les projets approuvés sont mis en œuvre, 30 des 38 pays qui ont communiqué des données et ratifié l'Amendement de Londres pourraient respecter l'objectif de réduction de 30 pour cent de 2005.

- b) Les 8 autres pays pourraient avoir besoin d'éliminer des quantités supplémentaires de 397 tonnes PAO d'ici 2005 afin de respecter l'objectif de réduction de 30 pour cent. Trois de ces 8 pays (Bangladesh, Bosnie-Herzégovine et Kenya) ont reçu l'assistance du Fonds multilatéral pour des activités pour le tétrachlorure de carbone. Un des huit pays (Iran) fait l'objet de projets dans le plan d'activités de 2004. L'approbation et la mise en œuvre opportune de ces projets devraient suffire pour que l'Iran puisse respecter l'objectif de réduction de 30 pour cent. Cinq pays seulement (Bosnie-Herzégovine, Équateur, Iran, Kenya et Nigéria) doivent éliminer plus d'une tonne pour atteindre l'objectif de réduction de 30 pour cent. Ces pays, et la quantité à éliminer pour atteindre l'objectif d'élimination de 30 pour cent en 2005, sont les suivants : Algérie (0,9 tonne PAO), Bangladesh (0,4 tonne PAO), Bosnie-Herzégovine (2 tonnes PAO), Équateur (1,4 tonne PAO), Iran (380,7 tonnes PAO), Kenya (3,2 tonnes PAO), Nigéria (8,3 tonnes PAO) et Yémen (0,2 tonne PAO). Des projets pour le Nigéria sont présentés à la 43^e réunion du Comité exécutif.
- c) Sept des huit pays qui pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires pour atteindre l'objectif de réduction de 30 pour cent pour le méthyle chloroforme ne font l'objet d'aucune activité dans les plans d'activités de 2004 : Algérie, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, Équateur, Kenya, Nigéria et Yémen.
- d) Selon les plus récentes données transmises, deux des 3 pays qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Londres pourraient atteindre l'objectif de réduction de 30 pour cent d'ici 2005.

Observations

- 91. Des mesures immédiates semblent être nécessaires pour permettre aux pays visés à l'Article 5 de respecter l'échéance de 2003 pour le tétrachlorure de carbone. Précisons que ces pays doivent éliminer 383 tonnes PAO pour respecter l'échéance.
- 92. Les pays qui ont ratifié l'Amendement de Londres doivent communiquer des données en vertu de l'Article 7.
- 93. Les Parties qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Londres doivent être encouragées à le faire et à communiquer des données complètes en vertu de l'Article 7.
- 94. Huit pays pourraient devoir éliminer des quantités supplémentaires pouvant représenter 397 tonnes PAO afin d'atteindre l'objectif de réduction de 30 pour cent de 2005. Parmi ces pays, seuls la Bosnie-Herzégovine, l'Équateur, l'Iran, le Kenya et le Nigéria pourraient devoir éliminer plus d'une tonne PAO afin d'atteindre l'objectif de réduction de 30 pour cent.

PARTIE II : ACTIVITÉS EN COURS DANS LES PAYS TROUVÉS EN SITUATION DE NON-CONFORMITÉ

95. Le Secrétariat a examiné l'état de la mise en œuvre des projets en cours précisé dans les rapports périodiques des agences d'exécution pour l'année 2003, dans tous les pays trouvés en situation de non-conformité par la Réunion des Parties. La partie II du présent document propose un court résumé de cet examen, par pays.

Albanie (groupe I de l'Annexe A)

96. Le plan national d'élimination des SAO (ALB/PHA/39/INV/10 et TAS/5, 8 et 9) a été approuvé au mois de mars 2003. L'agence d'exécution principale est l'ONUDI. Un projet d'accord sur le projet a été envoyé au gouvernement mais n'a pas été signé. Un avant-projet de loi a été préparé pour approbation par le parlement, mais il n'a pas été approuvé. L'ONUDI a indiqué qu'étant donné que l'avant-projet de loi a été présenté, elle considère que le pays a respecté la condition concernant l'adoption de mesures législatives pour contrôler les importations de CFC. Les plans d'action convenus par la Réunion des Parties en vertu de la Décision XV/26 devraient permettre à l'Albanie de revenir en situation de conformité par rapport aux mesures de réglementation des CFC. Le plan d'action impose un maximum de 68 tonnes PAO de CFC. Par contre, les données pour l'année 2003 n'avaient pas encore été communiquées au Secrétariat du Fonds ni au Secrétariat de l'ozone au moment de préparer le présent rapport. Le plan d'action oblige l'Albanie à mettre sur pied un système de permis d'importation et d'exportation des SAO comprenant des quotas et l'interdiction d'importer de l'équipement à base de SAO à compter de 2004.

97. Le PNUE est l'agence d'exécution du projet de renforcement des institutions en Albanie (ALB/SEV/38/INS/04). L'an dernier, le PNUE a indiqué que l'Unité nationale de l'ozone était doté en personnel et participait à la préparation des mesures législatives liées au système de permis d'importation/exportation et aux activités de sensibilisation du public. Aucun montant n'avait encore été décaissé à la fin de 2003 pour les 2 composantes du plan national d'élimination des SAO en Albanie relevant du PNUE (formation des agents de douane et formation des techniciens sur les bonnes pratiques) approuvées en avril 2003 (ALB/PHA/39/TRA/06) et (ALB/PHA/39/TRA/07). Le PNUE a indiqué que l'équipement avait été acheté et livré en Albanie en vue de la formation qui a eu lieu en mars 2004.

Bosnie-Herzégovine (groupe I de l'annexe A, et Annexe E)

98. L'Unité nationale de l'ozone est devenue fonctionnelle il y a deux ans, après plusieurs années d'incertitude au sujet des dispositions institutionnelles de l'Unité nationale de l'ozone en Bosnie-Herzégovine (BHE/SEV/27/INS/02), et a préparé un plan d'action en collaboration avec l'ONUDI afin de ramener le pays en situation de conformité. Des comités nationaux ont été créés et une loi comprenant un système de permis d'importation et des quotas a été adoptée. Des activités de sensibilisation ont été organisées et le gouvernement a entrepris la ratification des Amendements en instance. Le projet visant trois entreprises du secteur de la réfrigération (BHE/REF/39/INV/14) semble aller bon train car la livraison des distributeurs de mousse et des tableaux de chargement a débuté, tout comme le projet des chambres frigorifiques

(BHE/REF/35/INV/10). La mise en œuvre du projet de mousses Inga en Bosnie (BHE/FOA/35/INV/08) semble connaître des difficultés car l'entreprise était inactive et en voie de réorganisation, mais l'ONUDI a indiqué que l'équipement pour le projet avait été acheté mais n'avait pas encore été installé. Le projet de bromure de méthyle (BHE/FUM/41/INV/17) n'a été approuvé qu'en décembre 2003, mais un accord avait déjà été conclu sur l'équipement à acheter dans le cadre du projet.

Botswana (Annexe E)

99. Le Botswana ne respecte pas ses obligations pour le bromure de méthyle. Le gouvernement a présenté son plan d'action au Comité d'application. Le plan d'action a été approuvé en vertu de la Décision XV/31 de la Réunion des Parties et le niveau maximum de consommation du bromure de méthyle a été fixé à 0,4 tonne PAO pour l'année 2003. Les données pour l'année 2003 n'avaient toutefois pas été communiquées au Secrétariat du Fonds ni au Secrétariat de l'ozone au moment de préparer ce rapport.

100. Un projet de démonstration a été entrepris sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle dans la culture des tomates et des cucurbitacées. Le rapport est en voie d'achèvement et le dernier atelier sera présenté au cours de la première moitié de 2004, ce qui mettra un terme au projet. L'ONUDI continue à travailler directement avec les principaux consommateurs de bromure de méthyle au pays afin d'atteindre les niveaux de réduction requis d'ici 2005. De plus, le gouvernement mettra en œuvre un système de permis d'importation pour le bromure de méthyle.

Cameroun (groupe II de l'Annexe A, et Annexe E)

101. La Réunion des Parties a convenu d'un plan d'action en vertu de la Décision XV/32 de la quinzième Réunion des Parties qui permettra au Cameroun de revenir en situation de conformité par rapport aux mesures de réglementation des halons, et oblige le Cameroun à élaborer un plan d'action qui lui permettra de revenir en situation de conformité par rapport aux mesures de réglementation du bromure de méthyle. Le plan d'action pour les halons prévoit une consommation maximum de 3 tonnes PAO de halons en 2003, et le Cameroun a rapporté une consommation de 2 tonnes PAO pour l'année 2003 en vertu de l'Article 7. Le PNUD a entrepris la mise en œuvre d'un projet de banque de halons régionale qui inclut le Cameroun.

102. Le PNUE a utilisé des fonds du projet d'orientation et d'assistance technique du Cameroun (CMR/SEV/37/TAS/17) afin de retenir les services d'un conseiller juridique pour revoir les mesures législatives existantes et élaborer des plans d'action pour la conformité. Le PNUE a indiqué que les fonds ont été utilisés pour des services-conseils juridiques dans le but de réviser les mesures législatives existantes et d'élaborer des plans d'action pour la conformité aux objectifs de réduction des CFC et du bromure de méthyle. Le PNUE est l'agence d'exécution du projet de renforcement des institutions du Cameroun (CMR/SEV/41/INS/19). L'Unité nationale de l'ozone a été réorganisée et un nouvel Administrateur du bureau de l'ozone est en poste.

103. En ce qui concerne le bromure de méthyle, les Parties ont demandé au Cameroun de remettre au Comité d'application un plan d'action comprenant un échéancier précis en vue du respect de l'échéance du bromure de méthyle. L'ONUDI a indiqué que le projet de

démonstration du bromure de méthyle dans le secteur du tabac au Cameroun (CMR/FUM/25/DEM/16) sert à aider l'Unité de l'ozone à mener l'étude et à respecter le plan d'action qui sera présenté à la prochaine réunion du Comité d'application. L'utilisation du bromure de méthyle ayant cessé dans le secteur du tabac, l'ONUDI suppose que le bromure de méthyle est utilisé à des fins sanitaires et préalables à l'expédition.

Dominique (groupe I de l'Annexe A)

104. Le plan de gestion des frigorigènes de la Dominique a été approuvé en novembre 1998 (DMI/REF/26/TRA/02). Aucun agent de douane n'a été formé mais les détecteurs de CFC ont été achetés. Aucune activité n'a été rapportée pour l'année 2002, et des changements au niveau du gouvernement ont entraîné la mise en poste d'un nouvel Administrateur du bureau de l'ozone en 2003. Le PNUE a été l'agence d'exécution du projet de renforcement des institutions de la Dominique (DMI/SEV/26/INS/04). Le PNUE a précisé que l'existence de mesures législatives était une condition préalable à la formation des agents de douane. Le PNUE a rapporté qu'il n'y avait aucun Administrateur du bureau de l'ozone en poste de 2000 jusqu'en mars 2003. Le PNUE a envoyé une mission en avril afin de redémarrer le projet. Malgré l'achèvement des phases I et II du plan de gestion des frigorigènes et de la formation sur les bonnes pratiques (DMI/REF/26/TRA/03), le PNUE a indiqué qu'en raison de la perte de la capacité institutionnelle et dans le but de préparer une mise à jour du plan de gestion des frigorigènes, une révision des résultats du projet de formation était nécessaire afin de mettre le nouvel Administrateur du bureau de l'ozone à jour.

Grenade (valeurs de référence pour l'Annexe B)

105. Le PNUE a indiqué qu'un avant-projet de loi sur l'accréditation des techniciens avait été adopté dans le cadre du projet de formation des agents de douane à Grenade (GRN/REF/30/TRA/03). Celui-ci s'applique également au projet de formation des agents de douane (GRN/REF/30/TRA/04) car l'existence de mesures législatives est une condition préalable au projet. Le PNUE assure actuellement la mise en œuvre du projet de renforcement des institutions à Grenade (GRN/SEV/30/INV/02) mais aucun fonds n'a été décaissé depuis son approbation au mois de mars 2000, bien que les remarques fassent état d'une avance de fonds au mois de juillet. Le PNUE a indiqué que 2 missions officielles s'étaient rendues à Grenade pour redémarrer le projet – une en avril et l'autre en août 2003. À la suite de ces missions et en raison des efforts déployés pendant les réunions du réseau régional, le PNUE s'attend à une amélioration de la situation en 2004.

Guatemala (Annexe E)

106. La Réunion des Parties a convenu de plans d'action en vertu de la Décision XV/34 afin que le Guatemala puissent revenir en situation de conformité par rapport aux mesures de réglementation des CFC et du bromure de méthyle. L'ONUDI est l'agence d'exécution du plan national d'élimination du bromure de méthyle au Guatemala (GUA/FUM/38/INV/29). L'ONUDI a indiqué que les utilisateurs avaient fait consensus en janvier 2003, que les contrats de collaboration avaient été signés en février 2003 et que la première tranche d'équipements avait été achetée. L'ONUDI a aussi indiqué que 260,6 tonnes PAO avaient été éliminées en date de la fin de décembre 2003. Toutefois, les dernières données communiquées au Secrétariat de l'ozone

rèvent que la consommation de bromure de méthyle a été de 546,6 tonnes PAO en 2003 alors que le maximum fixé pour 2003 dans le plan d'action adopté à la Décision XV/34 pour 2003 était de 528 tonnes PAO.

Haïti (Annexes A et E, et communication des données)

107. Un plan de gestion des frigorigènes a été approuvé pour Haïti au mois d'avril 2003 (HAI/REF/39/TRA/05 et 07). Le PNUE a indiqué que le mémoire d'entente portant sur la formation dans le secteur des douanes et de la réfrigération avait été signé, et que des fonds ont été décaissés dans le volet de la formation des agents de douane en 2003. La reprise des activités après la crise politique à Haïti est prévue pour le troisième trimestre de 2004.

108. Le PNUE a décaissé des fonds pour le renforcement des institutions à Haïti (HAI/SEV/38/INS/03). Le projet va bon train grâce à l'appui du PNUE à l'Unité nationale de l'ozone pour la communication des données, l'orientation des activités, le suivi relié aux avances de fonds et l'examen des comptes de frais. La collaboration sud-sud avec l'Unité nationale de l'ozone de la République dominicaine, les réunions du réseau, les conversations téléphoniques et le courriel ont permis de collaborer à la mise sur pied de l'Unité nationale de l'ozone. La prorogation a été proposée à la 42^e réunion du Comité exécutif.

109. Le PNUD est en voie de mettre en œuvre certains volets du plan de gestion des frigorigènes d'Haïti (HAI/REF/39/TAS/04 et 06) approuvés en avril 2003. Aucun montant n'avait encore été décaissé à la fin de 2003. Ce projet ne pourra prendre son envol que lorsque les mesures législatives visant à réglementer les importations de CFC auront été adoptées et que des mesures auront été prises pour s'assurer que les prix des frigorigènes à base de CFC et des frigorigènes sans SAO sont semblables sur le marché local. Les mesures législatives sont demeurées au point mort en raison de la situation politique au pays. Le PNUE est responsable du volet des mesures législatives du plan de gestion des frigorigènes. Entre temps, le PNUD a indiqué qu'il a travaillé avec le PNUE à l'élaboration des fiches techniques de l'équipement et a essayé de fixer une nouvelle date pour une mission conjointe afin que les travaux puissent commencer dès que les mesures législatives auront été adoptées.

Honduras (Annexe E)

110. Le Honduras est en situation de non-conformité par rapport à ses obligations pour le bromure de méthyle. Le gouvernement a présenté son plan d'action au Comité d'application, et celui-ci a été approuvé en vertu de la Décision XV/35 de la Réunion des Parties. L'ONUDI prévoit aider le Honduras à respecter la décision ci-dessus concernant le bromure de méthyle au moyen des activités suivantes.

111. La mise en œuvre de la première tranche du plan d'élimination du bromure de méthyle est amorcée. Les accords avec les cultivateurs ont été signés et la première tranche de l'équipement a été achetée et livrée; 42,5 tonnes PAO avaient déjà été éliminées à la fin de 2003.

Inde (communication des données pour l'annexe E)

112. L'Inde a été trouvée en situation de non-conformité pour le bromure de méthyle en vertu de la Décision XV/18 de la quinzième Réunion des Parties. Le PNUD procède actuellement à la mise en œuvre de la mise à jour du programme de pays (IND/SEV/36/CPG/349). Aucune partie des 150 000 \$US approuvés pour le projet n'a été décaissée en date de la fin de 2003. Le projet devrait être retardé d'environ 14 mois. L'Inde a déjà reçu un appui financier pour des plans d'élimination sectoriels dans tous les secteurs. Le PNUD a indiqué que des contrats de sous-traitance avaient été signés et que le projet serait mené à terme en 2004. Le PNUD a aussi indiqué que le gouvernement de l'Inde accordait énormément d'importance à la fiabilité et à l'exactitude des données de l'étude sur les entités qui ne consomment pas de SAO.

Liberia (Annexes A et E, et communication des données)

113. L'Allemagne procède actuellement à la mise en œuvre du plan de gestion des frigorigènes pour le Liberia (LIR/REF/41/TAS/04-06 et 08, et LIR/REF/41/TRA/03) approuvé au mois de décembre 2003. Les quatorzième et quinzième Réunions des Parties ont trouvé le Liberia en situation de non-conformité par rapport aux exigences de communication des données et aux mesures de réglementation des Annexes A et E. L'Allemagne a indiqué que l'équipement nécessaire à la tenue des ateliers de formation des formateurs a été commandé. Le PNUE a été informé que la réglementation est en voie d'être approuvée et que le Liberia a déjà organisé deux ateliers de sensibilisation des parties prenantes au plan de gestion des frigorigènes, qu'il juge essentiels à l'obtention d'un vaste appui et d'une participation à grande échelle. L'Allemagne prévoyait l'approbation de la réglementation au début de 2004. Le PNUE procède à la mise en œuvre d'une formation des agents de douane (LIR/REF/41/TRA/07) et d'un renforcement des institutions (LIR/SEV/41/INS/02) nouvellement approuvés en décembre 2003. Le PNUE a indiqué que l'Unité nationale de l'ozone est fonctionnel.

Libye (groupe I de l'Annexe A)

114. L'ONUDI est responsable du projet de renforcement des institutions en Libye. L'ONUDI a reçu un appui financier pour le plan national d'élimination des SAO en Libye (LIB/PHA/41/INV/22) au mois de décembre 2003, une réunion plus tôt que prévu, car la Libye avait été trouvée en situation de non-conformité par la quatorzième Réunion des Parties. La quinzième Réunion des Parties a approuvé un plan d'action (Décision XV/36) qui obligeait la Libye à réduire sa consommation de CFC en 2003 à 710 tonnes PAO. Ni le Secrétariat du Fonds ni le Secrétariat de l'ozone n'avait reçu de données pour les années 2002 ou 2003 au moment de la préparation de ce rapport. L'ONUDI n'a pas précisé si un système d'émission de permis avait été mis en œuvre en 2004, comme l'exigeait la décision. L'ONUDI procède également à l'achèvement d'un projet de réfrigération à Electrical Household Appliance Manufacturing (LIB/REF/32/INV/03). Selon l'ONUDI, le projet n'a pas été achevé en 2003, comme prévu, en raison de restrictions concernant les voyages. Les caractéristiques techniques de l'équipement et les bons de commande pour le plan national d'élimination devraient être prêts en juin/juillet 2004.

115. En ce qui concerne les projets mis en œuvre par le PNUD pour éliminer les CFC en Libye, certains progrès ont été réalisés dans le projet de mousses de Sebha Unit (LIB/FOA/32/INV/05) qui figure parmi les projets connaissant des retards dans la mise en oeuvre. Toutefois, dans le cas du projet Garabouli (LIB/FOA/32/INV/06), aucun progrès n'a été réalisé depuis la dernière réunion car « toutes les tentatives pour déléguer d'autres missions ont échoué ».

116. Les difficultés au niveau des communications et la collaboration obligatoire de l'entreprise pour l'obtention de visas limitent les progrès en Libye. C'est la raison qu'a invoqué le PNUD pour les projets suivants : projets sur les mousses à Tajura (LIB/FOA/32/INV/07), Tasharoukiate Essadek (LIB/FOA/34/INV/12), Hilal Africa (LIB/FOA/34/INV/13) Tasharoukiate El Hani (LIB/FOA/35/INV/14) et Tasharoukiate Ali Sannoga (LIB/FOA/35/INV/16).

117. Le projet Ben Ghazi Unit (LIB/FOA/32/INV/08) semble avoir connu certains progrès depuis que la visite de mars 2004 ait permis d'établir que l'entreprise qui appartenait anciennement à l'État appartenait désormais à des intérêts privés, et que les nouveaux propriétaires essayaient de déterminer la meilleure façon de faire avancer le projet. Le PNUD a indiqué que le retard était attribuable, en partie, au fait que l'UNO insistait pour que toutes les communications passent par le bureau de l'ozone. Le projet de dioxyde de carbone liquide à El Houria (LIB/FOA/35/INV/15) semble aller bon train. L'équipement a été acheté et 74 pour cent des fonds approuvés pour le projet ont été décaissés.

Îles Marshall (communication des données)

118. Le PNUE procède actuellement à la mise en œuvre du projet de renforcement des institutions des Îles Marshall dans le cadre de la stratégie visant les pays insulaires du Pacifique (MAS/SEV/36/INV/03).

Mali (communication des données)

119. Le PNUE procède actuellement à la mise en œuvre du projet de renforcement des institutions au Mali (MLI/SEV/35/INS/11).

Mexique (groupe II de l'Annexe A)

120. Le PNUD procède actuellement à la mise en œuvre d'une banque de halons au Mexique (MEX/HAL/35/TAS/104) approuvée en décembre 2001. La somme de 367 737 \$US des 500 000 \$US approuvés pour ce projet avait été décaissée en date de la fin de 2003. L'équipement a été livré, mais il était défectueux et a dû être retourné en Floride. La pièce endommagée a été re-installée plus tard. Par la suite, l'équipement a connu un problème de fuite du frigorigène sans SAO. Ce problème a été réglé et un nouveau frigorigène a été fourni. Certains renseignements pour la base de données ont été recueillis. Toutefois, plusieurs utilisateurs de halons hésitent à fournir de l'information à moins que la demande ne soit accompagnée d'une lettre du gouvernement.

Nigéria (groupe II de l'Annexe A)

121. L'Allemagne procède actuellement à la mise en œuvre d'une banque de halons au Nigéria (NIR/HAL/37/TAS/103). Les quatorzième et quinzième Réunions des Parties ont trouvé le Nigéria en situation de non-conformité par rapport aux substances du groupe II de l'Annexe A. L'Allemagne a indiqué qu'un mémoire d'entente avait été signé, que l'entreprise bénéficiaire de l'équipement de récupération avait été choisie et que la livraison de l'équipement et les cours de formation avaient débuté. La banque de halons nigérienne traitera également les halons récupérés dans les pays africains francophones.

Pakistan (groupe II de l'Annexe A)

122. La Décision XV/22 de la Réunion des Parties suppose que le Pakistan est en situation de non-conformité par rapport aux mesures de réglementation du Protocole, et demande au Pakistan d'expliquer sa consommation excessive au Comité d'application et de lui remettre un échéancier précis visant à assurer un retour rapide à la conformité. L'ONUDI a présenté au Comité exécutif une demande de banque de halons pour le Pakistan. La banque de halons au Pakistan a été approuvée en décembre 2003 (PAK/HAL/41/TAS/55). Le projet comporte un échéancier de mise en œuvre ambitieux grâce auquel l'équipement pourrait être livré à la fin de 2004.

Papouasie-Nouvelle-Guinée (groupe I de l'Annexe A et communication des données)

123. Les quatorzième et quinzième Réunions des Parties ont trouvé la Papouasie-Nouvelle-Guinée en situation de non-conformité par rapport à l'échéance de l'Annexe A1. L'Allemagne a reçu un appui financier pour la première tranche du plan de gestion de l'élimination en phase finale (PNG/PHA/39/INV/05) en avril 2003. L'Allemagne a indiqué que la consommation de SAO en Papouasie-Nouvelle-Guinée doit se situer aux environs de 28 tonnes PAO pour 2003, ce qui se situe bien en deçà des 35 tonnes PAO fixées dans l'accord. Un système de permis de SAO serait en place en janvier 2004. Trente et un techniciens ont reçu une formation sur « les meilleures pratiques et adaptations ». Vingt techniciens de différentes régions du pays ont été formés à ce jour lors de 2 ateliers de formation. Un cours de formation sur les climatiseurs d'automobile a été organisé à l'intention de 12 participants. La formation des agents de douane a été organisée et offerte à 19 participants.

Qatar (groupe I de l'Annexe A)

124. Il n'y a eu que 8 461 \$US des 295 000 \$US approuvés en juillet 2001 pour le plan de gestion des frigorigènes du Qatar (QAT/REF/34/TAS/02 et 03) de décaissés en date du 31 décembre 2003. L'ONUDI a indiqué que les retards étaient attribuables au fait qu'elle a dû attendre que le gouvernement approuve le mandat. L'ONUDI a offert plusieurs cours de formation, et la livraison de l'équipement de récupération et de recyclage devrait se faire après l'achèvement de toutes les activités de formation. Les données communiquées par le gouvernement pour la période de réglementation révèlent un retour à la conformité pour les CFC. Il n'a toutefois communiqué aucune donnée pour 2003. Un décret du prince héritier devrait resserrer le contrôle des importations en 2004.

Sao-Tomé-et-Principe (Annexes A et E, et communication des données)

125. Le PNUD a élaboré un volet investissement du plan de gestion des frigorigènes (STP/REF/39/PRP/03) qui devait être proposé en 2004. Le PNUD a fait savoir que le projet devrait être présenté conjointement par le PNUE et le PNUD à la 44^e réunion du Comité exécutif, selon les résultats de la collecte de données entreprise par le PNUE.

Sierra Leone (communication des données)

126. Le PNUE était l'agence d'exécution du projet de renforcement des institutions du Sierra Leone (SIL/SEV/41/INS/03) et de 3 volets du plan de gestion des frigorigènes approuvés en décembre 2003, à savoir les activités de surveillance (SIL/REF/41/TAS/09), les bonnes pratiques (SIL/REF/41/TRA/04) et la formation des agents de douane (SIL/REF/41/TRA/08). Le PNUE procède actuellement à la mise en œuvre du plan de gestion des frigorigènes du Sierra Leone approuvé au mois de décembre 2003 (SIL/REF/41/TAS/05, 06 et 07).

Somalie (Annexes A et E, et communication des données)

127. Le PNUD et le PNUE préparent actuellement un plan de gestion des frigorigènes pour la Somalie (SOM/REF/36/PRP/02) approuvé en mars 2002, qui n'a pas pu être mené à terme en raison de problèmes de sécurité au pays, malgré le fait que le PNUD avait déjà décaissé 76 pour cent des fonds approuvés pour ce projet. Le PNUD a indiqué que le décaissement rapporté semble être une erreur et qu'il assurerait le suivi auprès du Bureau des services d'appui aux projets. Le PNUD essaie d'organiser une mission en Somalie. Le bureau de pays du PNUD a précisé qu'il n'y a que certaines parties du pays qui peuvent être visitées pour des raisons de sécurité. Le PNUD essaie de déterminer les conséquences possibles de cette situation sur la mise en œuvre lorsque le projet aura été mené à terme.

128. Aucun montant n'a toutefois été décaissé dans le cadre du projet de renforcement des institutions en Somalie (SOM/SEV/36/INS/03) depuis son approbation en mars 2002. Le PNUE a aussi mentionné des difficultés dans le choix du compte dans lequel verser les fonds car il n'y a pas de banques en Somalie.

Saint-Kitts-et-Nevis (Annexes A et E, et communication des données)

129. Le Canada procède actuellement à la mise en œuvre d'un projet d'assistance pour les politiques à Saint-Kitts-et-Nevis (STK/REF/24/TAS/04). La surveillance du projet est effectuée dans le contexte des retards dans la mise en œuvre et ce, à toutes les réunions depuis que les quatorzième et quinzième Réunions des Parties ont trouvé Saint-Kitts-et-Nevis en situation de non-conformité par rapport aux Annexes A et E et pour la communication des données. Aucune activité ni mesure en vue de l'exécution de mesures législatives n'a été recensée depuis la dernière réunion. Le Canada maintient toutefois que les mesures législatives devraient être adoptées sous peu.

130. Le PNUE était l'agence d'exécution du projet de renforcement des institutions de Saint-Kitts approuvé en février 1997 (STK/SEV/21/INS/02). Cependant, 4 000 \$US seulement des

30 000 \$US approuvés pour le projet ont été décaissés. Le PNUD a indiqué qu'une avance de fonds a été effectuée en octobre 2003.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines (Annexes A et E, et communication des données)

131. Le PNUE a procédé à la mise en œuvre du projet de renforcement des institutions de Saint-Vincent-et-les-Grenadines (STV/REF/25/TRA/03) approuvé en juillet 1998. Le rapport périodique de l'an dernier a fait état de difficultés dans la mise en œuvre du projet. Le directeur régional a rencontré le secrétaire permanent de l'environnement en 2003 afin de lui offrir son appui dans le cadre du Programme d'aide à la conformité.

132. Aucun fonds n'a encore été décaissé pour le projet de mesures législatives relatives au système de permis (surveillance et contrôle) des SAO et de l'équipement à base de SAO approuvé en juillet 1998. Les mesures législatives ont toutefois été achevées en novembre 2003. Le PNUE a indiqué que le mémoire d'entente stipule que le premier atelier de formation ne pourra avoir lieu que lorsque les mesures législatives auront été approuvées. L'approbation a été obtenue à la fin de 2003.

Suriname (communication des données)

133. Le PNUD procède actuellement à l'élaboration du volet investissement du plan de gestion des frigorigènes (SUR/REF/36/PRP/02) qui devait être proposé en 2004. Le PNUD a indiqué qu'un projet d'assistance technique a été proposé à la 43^e réunion, et qu'il est actuellement entre les mains du Secrétariat aux fins d'examen.

Ouganda (Annexe E)

134. L'Ouganda a été incapable de respecter l'échéance pour les CFC et le bromure de méthyle. La quinzième Réunion des Parties s'est penchée sur la question de la non-conformité et a accepté une nouvelle valeur de référence ainsi que le nouvel échancier proposé par le gouvernement pour le bromure de méthyle à sa Décision XV/43. L'ONUDI aide l'Ouganda à éliminer le bromure de méthyle au moyen d'un plan sectoriel d'élimination du bromure de méthyle approuvé à la 34^e réunion du Comité exécutif. Le Comité exécutif a récemment approuvé la demande du gouvernement concernant un changement de la technologie prévue à l'origine pour ce projet. Le projet devrait donc être achevé en 2005 et éliminer 12 tonnes PAO. Ce projet permettra à l'Ouganda de revenir en situation de conformité par rapport à ses obligations pour le bromure de méthyle.

Uruguay (Annexe E)

135. Le projet de bromure de méthyle en Uruguay (URU/FUM/34/INV/35) a permis d'éliminer 8 tonnes PAO en 2003, ce qui réduirait à 9 tonnes PAO la consommation de 17 tonnes PAO réalisée par l'Uruguay en 2002. Ce niveau de consommation est inférieur au maximum de 12 tonnes PAO indiqué dans le plan d'action adopté par le Comité d'application à la Décision XV/44. Cette réalisation a été attribuée au contrôle des importations établi par l'Administrateur du bureau de l'ozone. Cependant, ni le Secrétariat du Fonds ni le Secrétariat de l'ozone n'avaient reçu les données pour 2003 au moment de la préparation de ce rapport.

Vietnam (groupe II de l'Annexe A)

136. Le PNUE a mis en œuvre le projet de renforcement des institutions au Vietnam (VIE/SEV/40/INS/42). En vertu de la Décision XV/45, le Vietnam a été trouvé en situation de non-conformité par rapport à l'échéance pour les halons. Les Parties estiment que le Vietnam pourrait souhaiter profiter de l'assistance continue que offre le Programme d'aide à la conformité du PNUE afin d'identifier et d'adopter des solutions de remplacement du halon 2402 sur les pétroliers.

PARTIE III : DONNÉES SUR LA CONSOMMATION DE SAO PAR SECTEUR DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES DE PAYS

137. Les pays visés à l'Article 5 doivent remettre chaque année au Comité exécutif les données sur la consommation de SAO par secteur, en vertu des décisions des 11^e, 13^e, 22^e, 28^e, 29^e et 30^e réunions du Comité exécutif.

138. Le Secrétariat a été saisi de rapports de 68 pays sur la mise en œuvre de programmes de pays, au 10 juin 2004. Le Secrétariat a compilé les données contenues dans ces rapports selon le modèle en vigueur, et a présenté des données provenant de rapports précédents pour les pays qui n'avaient pas communiqué de données pour 2003. Par conséquent, les données relatives aux 117 pays visés à l'Article 5 comprennent également 35 rapports de 2002, 7 rapports de 2001, un rapport de 2000, un rapport de 1999, trois rapports de 1998 et 2 rapports de 1997.

139. Les données sont disponibles en fichier Excel XP sur le site Web du Secrétariat du Fonds à www.unmfs.org.

140. Bien que la consommation ait été consignée lors d'années différentes et qu'elle ne corresponde pas nécessairement aux données communiquées en vertu de l'Article 7 du Protocole de Montréal, les données offrent néanmoins l'évaluation sectorielle la plus récente par pays et à l'échelle mondiale. Ces données devraient aider les pays visés à l'Article 5 et le Comité exécutif à évaluer ce qui reste à éliminer, par secteur.

141. Le tableau 2 indique la consommation restante de SAO à éliminer par secteur, après avoir tenu compte des projets approuvés mais non mis en œuvre. Il indique aussi la consommation totale, l'élimination associée aux projets approuvés mais non mis en œuvre et le pourcentage par secteur de la quantité résiduelle à éliminer.

Tableau 2

CONSOMMATION RÉSIDUELLE TOTALE DE SAO PAR SECTEUR

Secteur	Consommation totale	Pourcentage de la consommation totale	Total approuvé mais non mis en œuvre	Reste	Pourcentage du reste par rapport au total
Aérosols	4 122,2	3,7 %	1 689,0	2 433,2	59,0 %
Mousses	25 992,4	23,3 %	20 114,1	5 878,3	22,6 %
Solvants	12 293,9	11,0 %	3 473,4	8 820,5	71,7 %
Réfrigération	43 553,2	39,1 %	13 116,8	30 436,4	69,9 %
Halons	9 740,3	8,7 %	7 378,4	2 361,9	24,2 %
Fumigènes	7 445,8	6,7 %	2 601,3	4 844,5	65,1 %
Agents de transformation	6 543,2	5,9 %	662,6	5 880,6	89,9 %
Tabac	1 694,7	1,5 %	380,0	1 314,7	77,6 %
Stérilisants	0,0	0,0 %	34,3	-34,3	S.o.
Total	111 385,8	100,0 %	49 449,9	61 935,9	55,6 %

142. Le total approuvé mais non mis en œuvre indiqué dans le tableau 2 ne comprend pas l'élimination approuvée en principe dans le cadre d'accords pluriannuels ni l'élimination qui devrait découler de la mise en œuvre des plans de gestion des frigorigènes et des banques de halons. En plus de l'élimination déjà approuvée, le Comité exécutif a approuvé, en principe, des projets d'élimination sectoriels et nationaux qui prévoient des décaissements de tranches annuelles lors de la réalisation des objectifs de réduction déjà établis dans un calendrier fixe. L'élimination visée par les futures tranches réduira de beaucoup la consommation résiduelle indiquée au tableau 2. De plus, les plans de gestion des frigorigènes des pays à faible volume de consommation portent sur l'ensemble de la consommation de référence des pays visés, mis à part 15 pour cent, mais les données des projets approuvés mais non mis en œuvre ne font pas état de toute cette quantité. En outre, le total approuvé mais non mis en œuvre indiqué dans le tableau 2 ne comprend pas une partie de la consommation de halons pour les pays qui ont déjà fait l'objet d'un projet de banque de halons. Par conséquent, le tableau 3 précise la consommation résiduelle par substance sur laquelle le Comité exécutif ne s'est pas penché, après avoir tenu compte des accords pluriannuels, des plans de gestion des frigorigènes pour les pays à faible volume de consommation et des banques de halons.

Tableau 3

CONSOMMATION RÉSIDUELLE TOTALE DE SAO PAR SUBSTANCE, FONDÉE SUR LES DONNÉES RELATIVES AUX PROGRAMMES DE PAYS, APRÈS AVOIR TENU COMPTE DES APPROBATIONS EN PRINCIPE DES PLANS DE GESTION DES FRIGORIGÈNES DANS LES PAYS À FAIBLE VOLUME DE CONSOMMATION ET DES BANQUES DE HALONS (tonnes PAO)

Produit chimique	Total
CFC	13 313,6
Tétrachlorure de carbone	741,9
Halons	113,7
Bromure de méthyle	3 970,0
TCA	80,2
Total	18 219,5

Recommandations

Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

1. Prendre note du rapport sur la situation/perspectives de conformité aux mesures de réglementation initiales et intermédiaires du Protocole de Montréal dans les pays visés à l'Article 5 présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/43/6, dont la partie II comprend des données sur l'état de la mise en œuvre dans les projets en cours et la partie III porte sur la mise en œuvre des programmes de pays.
2. Prier instamment les agences d'exécution et bilatérales de même que les pays visés à l'Article 5 concernés de respecter la mise en œuvre des plans d'activités pour 2003 aux dates indiquées.
3. Demander aux agences d'exécution et bilatérales d'inclure des activités d'élimination, lorsque la consommation est admissible, dans les plans d'activités de 2005-2007 pour les pays suivants :

Pour les halons : Haïti, Géorgie, Liberia, Sierra Leone et Somalie, lorsque les conditions semblent propices à une activité durable.

Annex I

CFC ANALYSIS

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	CFC baseline (1995-1997)	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	50% CFC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% CFC reduction	RMP approved	RMP for LVCs to meet 85% CFC Reduction
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Countries that appear to be in compliance																
Algeria	AFR	Non-LVC	2003	CP	2,119.5	1,762.3	0.0	566.8	100% by 2005	0.0	222.1	1,059.8	1,195.5	135.7	Yes	No
Angola	AFR	LVC	2003	CP	114.8	104.2	0.0	103.0	100% by 2008	0.0		57.4	1.2	-56.2	Yes	Yes
Antigua and Barbuda	LAC	LVC	2003	A7	10.7	1.5	0.0	0.0	N/A	0.0	9.0	5.4	1.5	-3.9	Yes	No
Argentina	LAC	Non-LVC	2003	CP	4,697.2	2,255.3	0.0	418.8	100% by 2009	0.0	878.4	2,348.6	1,836.5	-512.2	No	Yes*
Bahamas	LAC	LVC	2002	A7	64.9	55.0	0.0	18.0	100% by 2003	0.0	23.6	32.4	37.0	4.6	Yes	Yes*
Bahrain	ASP	LVC	2003	CP	135.4	86.2	0.0	17.0	100% by 2004	0.0	42.5	67.7	69.2	1.5	Yes	No
Bangladesh	ASP	Non-LVC	2002	A7	581.6	328.0	0.0	48.6	100% by 2005	0.0	46.7	290.8	279.4	-11.4	Yes	Yes*
Barbados	LAC	LVC	2003	A7	21.5	8.6	0.0	0.0	N/A	0.0	7.3	10.8	8.6	-2.2	No	No
Belize	LAC	LVC	2003	A7	24.4	15.1	0.0	0.0	N/A	0.0	6.7	12.2	15.1	2.9	Yes	No
Benin	AFR	LVC	2003	A7	59.9	17.3	0.0	0.0	N/A	0.0		30.0	17.3	-12.7	Yes	Yes
Bolivia	LAC	LVC	2002	A7	75.7	65.5	0.0	24.7	100% by 2007	0.0	5.8	37.8	40.8	2.9	Yes	Yes
Botswana	AFR	LVC	2002	A7	6.8	3.6	0.0	1.5	100% by 2004	0.0	1.1	3.4	2.1	-1.3	Yes	No
Brazil	LAC	Non-LVC	2003	CP	10,525.8	3,278.2	0.0	1,224.7	100% by 2005	0.0	1,009.4	5,262.9	2,053.5	-3,209.4	No	Yes*
Brunei Darussalem	ASP	LVC	2003	CP	78.2	66.9	0.0	0.0	N/A	0.0	10.0	39.1	66.9	27.8	No	No
Burkina Faso	AFR	LVC	2003	A7	36.3	13.2	0.0	3.0	100% by 2006	0.0		18.1	10.2	-7.9	Yes	Yes
Burundi	AFR	LVC	2003	CP	59.0	9.2	0.0	0.0	N/A	0.0		29.5	9.2	-20.3	Yes	Yes
Cambodia	ASP	LVC	2003	CP	94.2	86.7	0.0	20.0	100% by 2007	0.0		47.1	66.7	19.6	Yes	Yes
Cameroon	AFR	LVC	2003	A7	256.9	220.5	0.0	112.6	100% by 2007	0.0	80.0	128.4	107.9	-20.5	Yes	Yes
Central African Republic	AFR	LVC	2002	CP	11.3	3.8	0.0	0.0	N/A	0.0		5.6	3.8	-1.8	Yes	Yes
Chad	AFR	LVC	2001	A7	34.6	31.6	0.0	6.0	100% by 2006	0.0		17.3	25.6	8.3	Yes	Yes
Chile	LAC	Non-LVC	2002	A7	828.7	370.2	0.0	487.5	100% by 2005	0.0	31.0	414.4	-117.3	-531.7	Yes	No
China	ASP	Non-LVC	2002	A7	57,818.7	30,621.2	0.0	20,187.5	100% by 2007	0.0	2,947.8	28,909.4	10,433.7	-18,475.7	No	No
Colombia	LAC	Non-LVC	2003	CP	2,208.2	1,058.1	0.0	411.4	100% by 2005	0.0	22.8	1,104.1	646.7	-457.4	No	Yes*
Comoros	AFR	LVC	2003	A7	2.5	1.2	0.0	0.0	N/A	0.0		1.3	1.2	-0.1	Yes	Yes

Annex I

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	CFC baseline (1995-1997)	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	50% CFC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% CFC reduction	RMP approved	RMP for LVCs to meet 85% CFC Reduction
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Congo	AFR	LVC	2003	A7	11.9	7.0	0.0	2.9	100% by 2006	0.0		5.9	4.1	-1.8	Yes	Yes
Congo, DR	AFR	Non-LVC	2003	A7	665.7	566.9	0.0	273.1	100% by 2006	0.0	7.8	332.8	293.8	-39.0	Yes	Yes*
Costa Rica	LAC	LVC	2002	A7	250.2	137.4	0.0	82.5	100% by 2006	0.0		125.1	54.9	-70.2	Yes	Yes
Cote D'Ivoire	AFR	LVC	2002	A7	294.2	106.5	0.0	42.8	100% by 2006	0.0	30.0	147.1	63.7	-83.4	Yes	No
Croatia	EUR	LVC	2002	A7	219.3	140.1	0.0	50.0	100% by 2004	0.0	16.5	109.7	90.1	-19.6	Yes	Yes*
Cuba	LAC	Non-LVC	2003	CP	625.1	481.0	0.0	143.6	100% by 2006	0.0	107.0	312.6	337.4	24.9	Yes	No
Djibouti	AFR	LVC	2002	A7	21.0	15.8	0.0	5.7	100% by 2004	0.0		10.5	10.1	-0.4	Yes	Yes
Dominica	LAC	LVC	2003	A7	1.5	1.4	0.0	0.0	N/A	0.0		0.7	1.4	0.7	Yes	No
Dominican Republic	LAC	Non-LVC	2002	A7	539.8	329.8	0.0	17.9	100% by 2005	0.0	280.0	269.9	311.9	41.9	Yes	No
Ecuador	LAC	LVC	2002	A7	301.4	229.6	0.0	11.0	100% by 2004	0.0		150.7	218.6	67.9	No	Yes*
Egypt	AFR	Non-LVC	2003	A7	1,668.0	1,103.8	0.0	213.9	100% by 2005	0.0	109.3	834.0	889.9	55.9	Yes	No
El Salvador	LAC	LVC	2003	A7	306.6	97.5	0.0	56.5	100% by 2008	0.0	33.9	153.3	41.0	-112.3	Yes	Yes
Ethiopia	AFR	LVC	2003	A7	33.8	28.0	0.0	0.0	N/A	0.0	23.3	16.9	28.0	11.1	Yes	No
Fiji	ASP	LVC	2002	A7	33.4	0.0	0.0	5.2	100% by 2003	0.0	7.0	16.7	-5.2	-21.9	Yes	No
Gabon	AFR	LVC	2003	A7	10.3	5.0	0.0	2.2	100% by 2006	0.0		5.1	2.8	-2.3	Yes	Yes
Gambia	AFR	LVC	2002	A7	23.8	4.7	0.0	0.0	N/A	0.0		11.9	4.7	-7.2	Yes	Yes
Georgia	EUR	LVC	2003	A7	22.5	12.6	0.0	0.5	100% by 2005	0.0		11.2	12.1	0.9	Yes	Yes
Ghana	AFR	LVC	2003	A7	35.8	32.0	0.0	3.0	100% by 2006	0.0		17.9	29.0	11.1	Yes	Yes
Grenada	LAC	LVC	2003	A7	6.0	2.1	0.0	0.0	N/A	0.0		3.0	2.1	-0.9	Yes	No
Guatemala	LAC	LVC	2003	A7	224.6	147.1	0.0	0.0	N/A	0.0		112.3	147.1	34.8	Yes	Yes
Guinea	AFR	LVC	2003	CP	42.4	25.9	0.0	0.0	N/A	0.0		21.2	25.9	4.7	Yes	No
Guyana	LAC	LVC	2003	A7	53.2	10.4	0.0	0.0	N/A	0.0		26.6	10.4	-16.2	Yes	Yes
Haiti	LAC	LVC	2003	A7	169.0	115.9	0.0	14.0	100% by 2006	0.0		84.5	101.9	17.4	Yes	Yes
Honduras	LAC	LVC	2003	CP	331.6	219.1	0.0	0.0	N/A	0.0	35.8	165.8	219.1	53.3	Yes	No
India	ASP	Non-LVC	2002	A7	6,681.0	3,917.7	0.0	2,355.6	100% by 2005	0.0	433.4	3,340.5	1,562.1	-1,778.4	No	Yes*
Indonesia	ASP	Non-LVC	2002	A7	8,332.7	5,506.3	0.0	3,513.7	100% by 2005	0.0	858.9	4,166.3	1,992.6	-2,173.8	No	No
Iran	ASP	Non-LVC	2002	A7	4,571.7	4,437.8	0.0	2,130.3	100% by 2005	0.0	565.7	2,285.8	2,307.5	21.7	No	Yes*
Jamaica	LAC	LVC	2003	CP	93.2	16.2	0.0	59.5	100% by 2006	0.0		46.6	-43.3	-89.9	Yes	Yes*
Jordan	ASP	Non-LVC	2002	A7	673.3	90.0	0.0	427.8	100% by 2009	0.0		336.6	-337.8	-674.4	Yes	Yes*
Kenya	AFR	LVC	2002	A7	239.5	152.3	0.0	8.5	100% by 2004	0.0	104.0	119.7	143.8	24.1	Yes	No
Kiribati	ASP	LVC	2002	A7	0.7	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.4	0.0	-0.4	Yes	Yes*

Annex I

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
			Year	Source	CFC baseline (1995-1997)	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	50% CFC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% CFC reduction	RMP approved	RMP for LVCs to meet 85% CFC Reduction
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Panama	LAC	Non-LVC	2003	CP	384.2	168.5	0.0	12.4	100% by 2004	0.0	95.6	192.1	156.1	-36.0	Yes	No
Papua New Guinea	ASP	LVC	2003	A7	36.3	22.7	0.0	30.8	100% by 2005	0.0		18.1	-8.1	-26.3	No	Yes*
Paraguay	LAC	LVC	2002	A7	210.6	96.9	0.0	16.1	100% by 2005	0.0		105.3	80.8	-24.5	Yes	Yes
Peru	LAC	LVC	2002	A7	289.5	196.5	0.0	33.8	100% by 2005	0.0	23.6	144.8	162.7	17.9	Yes	No
Philippines	ASP	Non-LVC	2002	A7	3,055.9	1,644.5	0.0	172.5	100% by 2005	0.0	384.8	1,527.9	1,472.0	-55.9	No	Yes*
Qatar	ASP	LVC	2003	CP	101.4	95.5	0.0	13.0	100% by 2005	0.0		50.7	82.5	31.8	Yes	Yes
Romania	EUR	Non-LVC	2003	CP	675.8	362.1	0.0	0.0	N/A	0.0	75.0	337.9	362.1	24.2	Yes	No
Rwanda	AFR	LVC	2002	A7	30.4	30.1	0.0	3.3	100% by 2006	0.0		15.2	26.8	11.6	Yes	Yes
Saint Lucia	LAC	LVC	2003	A7	8.3	2.5	0.0	0.0	N/A	0.0		4.1	2.5	-1.6	Yes	Yes
Samoa	ASP	LVC	2002	A7	4.5	2.2	0.0	0.0	N/A	0.0		2.2	2.2	0.0	Yes	Yes
Senegal	AFR	LVC	2003	CP	155.8	51.0	0.0	0.0	N/A	0.0		77.9	51.0	-26.9	Yes	Yes
Serbia and Montenegro	EUR	Non-LVC	2003	A7	849.2	412.0	0.0	217.2	100% by 2005	0.0	68.3	424.6	194.8	-229.8	No	No
Seychelles	AFR	LVC	2003	A7	2.8	0.6	0.0	0.0	N/A	0.0		1.4	0.6	-0.8	Yes	Yes
Sierra Leone	AFR	LVC	2003	A7	78.6	66.3	0.0	13.9	100% by 2008	0.0		39.3	52.4	13.1	Yes	Yes
Solomon Islands	ASP	LVC	2002	A7	2.0	0.5	0.0	0.0	N/A	0.0		1.0	0.5	-0.5	Yes	Yes*
Somalia	AFR	LVC	2003	A7	241.4	108.2	0.0	0.0	N/A	0.0	25.1	120.7	108.2	-12.5	No	No
Sri Lanka	ASP	Non-LVC	2003	CP	445.6	179.9	0.0	11.1	100% by 2006	0.0	75.0	222.8	168.8	-54.0	Yes	No
Sudan	AFR	Non-LVC	2003	CP	456.8	216.0	0.0	50.0	100% by 2004	0.0	106.1	228.4	166.0	-62.4	Yes	No
Suriname	LAC	LVC	2003	CP	41.3	12.3	0.0	0.0	N/A	0.0	14.5	20.7	12.3	-8.4	Yes	Yes
Swaziland	AFR	LVC	2002	A7	24.6	1.2	0.0	4.0	100% by 2003	0.0		12.3	-2.8	-15.1	Yes	Yes
Syria	ASP	Non-LVC	2003	CP	2,224.6	1,124.6	0.0	614.3	100% by 2006	0.0		1,112.3	510.3	-602.0	Yes	No
Tanzania	AFR	LVC	2003	A7	253.9	148.2	0.0	51.2	100% by 2005	0.0	80.5	126.9	97.0	-29.9	Yes	No
Thailand	ASP	Non-LVC	2003	CP	6,082.1	1,857.0	0.0	1,077.3	100% by 2005	0.0	277.5	3,041.0	779.7	-2,261.3	No	Yes*
Togo	AFR	LVC	2003	A7	39.8	33.7	0.0	13.3	100% by 2006	0.0		19.9	20.4	0.5	Yes	Yes
Tonga	ASP	LVC	2003	A7	1.3	0.3	0.0	0.0	N/A	0.0		0.7	0.3	-0.4	Yes	Yes*
Trinidad and Tobago	LAC	LVC	2003	A7	120.0	62.5	0.0	60.9	100% by 2006	0.0		60.0	1.6	-58.4	Yes	Yes*
Tunisia	AFR	Non-LVC	2002	A7	870.1	465.8	0.0	295.4	100% by 2005	0.0	12.0	435.0	170.4	-264.6	No	No
Turkey	EUR	Non-LVC	2002	A7	3,805.7	698.9	0.0	828.8	100% by 2004	0.0	102.9	1,902.9	-129.9	-2,032.8	No	Yes*
Tuvalu	ASP	LVC	2002	A7	0.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.2	0.0	-0.2	Yes	Yes*
Uganda	AFR	LVC	2003	A7	12.8	4.1	0.0	0.0	N/A	0.0	10.9	6.4	4.1	-2.3	Yes	No

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
			Year	Source	CFC baseline (1995-1997)	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	50% CFC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% CFC reduction	RMP approved	RMP for LVCs to meet 85% CFC Reduction
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Uruguay	LAC	LVC	2003	A7	199.1	111.4	0.0	6.0	100% by 2007	0.0	10.0	99.5	105.4	5.8	Yes	Yes
Vanuatu	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	Yes*
Venezuela	LAC	Non-LVC	2003	CP	3,322.4	1,386.3	0.0	211.4	100% by 2005	0.0	584.3	1,661.2	1,174.9	-486.3	No	Yes*
Vietnam	ASP	Non-LVC	2003	A7	500.0	243.7	0.0	66.6	100% by 2005	0.0	37.0	250.0	177.1	-72.9	Yes	No
Zambia	AFR	LVC	2002	A7	27.4	10.6	0.0	0.0	N/A	0.0	5.1	13.7	10.6	-3.1	Yes	Yes
Zimbabwe	AFR	Non-LVC	2003	CP	451.4	117.5	0.0	0.0	N/A	0.0	33.2	225.7	117.5	-108.2	Yes	No
Countries that could achieve compliance with implementation of approved projects																
Saint Kitts and Nevis	LAC	LVC	2002	A7	3.7	5.3	1.6	2.0	100% by 2004	0.0		1.8	3.3	1.5	Yes	No
Libya	AFR	Non-LVC	2001	A7	716.7	985.4	268.7	367.4	100% by 2005	0.0		358.4	618.0	259.6	No	Yes*
Countries that may need additional actions to achieve compliance																
Albania	EUR	LVC	2001	A7	40.8	68.8	28.1	21.0	100% by 2004	7.1		20.4	47.8	27.4	No	Yes*
Bosnia and Herzegovina	EUR	LVC	2003	CP	24.2	230.0	205.8	112.6	100% by 2005	93.2	42.1	12.1	117.4	105.3	No	Yes*
Guinea Bissau	AFR	LVC	2003	A7	26.3	29.4	3.1	0.0	N/A	3.1	8.7	13.2	29.4	16.3	No	No
Korea DPR	ASP	Non-LVC	2003	CP	441.7	587.4	145.7	66.2	100% by 2005	79.5	56.0	220.8	521.2	300.4	Yes	No
Saint Vincent and the Grenadines	LAC	LVC	2003	CP	1.8	3.1	1.3	0.0	N/A	1.3		0.9	3.1	2.2	Yes	No
Yemen	ASP	Non-LVC	2002	A7	349.1	959.9	610.8	412.7	100% by 2005	198.1	54.4	174.5	547.2	372.7	Yes	No
Countries with insufficient data																
Cape Verde	AFR	NDR			NDR	NDR		0.0	N/A		5.3				No	No
Sao Tome and Principe	AFR	NDR			NDR	NDR		0.0	N/A		18.2				No	No
* National CFC Phase-out Program or Total Phaseout Plans.																

Annex II

HALON ANALYSIS

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Halon baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	50% halon reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% halon reduction	Halon banking approved (Yes/No)	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Countries that appear to be in compliance																
Algeria	AFR	Non-LVC	2003	CP	237.3	169.0	0.0	195.0	100% by 2005	0.0		118.7	-26.0	-144.7	Yes	Yes
Antigua and Barbuda	LAC	LVC	2003	A7	0.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No	No
Argentina	LAC	Non-LVC	2003	CP	167.8	0.0	0.0	200.0	100% by 2004	0.0		83.9	-200.0	-283.9	Yes	Yes
Bahrain	ASP	LVC	2003	CP	38.9	4.4	0.0	0.0	N/A	0.0		19.4	4.4	-15.1	Yes	Yes
Benin	AFR	LVC	2003	A7	3.9	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.0	0.0	-2.0	Yes	Yes
Bosnia and Herzegovina	EUR	LVC	2003	CP	4.1	4.1	0.0	0.0	N/A	0.0	4.1	2.1	4.1	2.1	Yes	Yes
Botswana	AFR	LVC	2002	A7	5.2	4.2	0.0	0.0	N/A	0.0		2.6	4.2	1.6	Yes	Yes
Brazil	LAC	Non-LVC	2003	CP	21.3	5.0	0.0	0.0	N/A	0.0		10.7	5.0	-5.7	Yes	Yes
Burkina Faso	AFR	LVC	2003	A7	5.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.7	0.0	-2.7	Yes	Yes
Cameroon	AFR	LVC	2003	A7	2.4	2.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.2	2.0	0.8	Yes	Yes
Chile	LAC	Non-LVC	2002	A7	8.5	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0	40.0	4.3	0.0	-4.3	Yes	Yes
China	ASP	Non-LVC	2002	A7	34,186.7	6,604.2	0.0	2,292.0	100% by 2003	0.0	671.3	17,093.3	4,312.2	-12,781.1	No	Yes*
Colombia	LAC	Non-LVC	2003	CP	187.7	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		93.8	0.0	-93.8	No	Yes
Congo	AFR	LVC	2003	A7	5.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.5	0.0	-2.5	Yes	Yes
Congo, DR	AFR	Non-LVC	2003	A7	218.7	27.9	0.0	0.0	N/A	0.0		109.3	27.9	-81.5	Yes	Yes
Croatia	EUR	LVC	2002	A7	30.1	26.0	0.0	0.0	N/A	0.0	3.0	15.1	26.0	11.0	No	Yes
Dominican Republic	LAC	Non-LVC	2002	A7	4.2	0.0	0.0	3.0	100% by 2004	0.0		2.1	-3.0	-5.1	Yes	Yes
Ecuador	LAC	LVC	2002	A7	5.5	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.7	0.0	-2.7	No	Yes
Egypt	AFR	Non-LVC	2003	A7	705.0	180.0	0.0	756.0	100% by 2004	0.0		352.5	-576.0	-928.5	Yes	Yes
El Salvador	LAC	LVC	2003	A7	0.7	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.4	0.0	-0.4	No	No
Ethiopia	AFR	LVC	2003	A7	1.1	0.9	0.0	0.0	N/A	0.0		0.5	0.9	0.4	Yes	Yes
Georgia	EUR	LVC	2003	A7	42.5	37.4	0.0	0.0	N/A	0.0		21.3	37.4	16.2	No	No
Guatemala	LAC	LVC	2003	A7	0.2	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No	No
Guinea	AFR	LVC	2003	CP	8.6	1.6	0.0	0.0	N/A	0.0		4.3	1.6	-2.7	Yes	Yes

Annex II

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Halon baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	50% halon reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% halon reduction	Halon banking approved (Yes/No)	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Guyana	LAC	LVC	2003	A7	0.2	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	Yes	Yes
India	ASP	Non-LVC	2002	A7	1,249.4	317.2	0.0	950.4	100% by 2004	0.0		624.7	-633.2	-1,257.9	Yes	Yes*
Indonesia	ASP	Non-LVC	2002	A7	354.0	0.0	0.0	972.0	100% by 2005	0.0		177.0	-972.0	-1,149.0	Yes	Yes
Iran	ASP	Non-LVC	2002	A7	1,420.0	1,420.0	0.0	0.0	N/A	0.0		710.0	1,420.0	710.0	Yes	Yes
Jamaica	LAC	LVC	2003	CP	1.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.5	0.0	-0.5	Yes	Yes
Jordan	ASP	Non-LVC	2002	A7	210.0	44.0	0.0	421.8	100% by 2004	0.0		105.0	-377.8	-482.8	Yes	Yes
Kenya	AFR	LVC	2002	A7	5.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.7	0.0	-2.7	Yes	Yes
Kuwait	ASP	Non-LVC	2002	A7	3.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.5	0.0	-1.5	No	No
Liberia	AFR	LVC	2002	A7	19.5	19.5	0.0	0.0	N/A	0.0		9.8	19.5	9.8	No	No
Libya	AFR	Non-LVC	2001	A7	633.1	532.7	0.0	0.0	N/A	0.0	54.4	316.5	532.7	216.2	No	No
Macedonia	EUR	Non-LVC	2003	A7	32.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		16.0	0.0	-16.0	No	Yes
Moldova	EUR	LVC	2003	A7	0.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.2	0.0	-0.2	No	No
Morocco	AFR	Non-LVC	2003	A7	7.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0	7.0	3.5	0.0	-3.5	No	Yes
Mozambique	AFR	LVC	2002	A7	0.9	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.5	0.0	-0.5	No	No
Namibia	AFR	LVC	2003	A7	8.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		4.2	0.0	-4.2	Yes	Yes
Nepal	ASP	LVC	2002	A7	2.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.0	0.0	-1.0	No	No
Nigeria	AFR	Non-LVC	2003	A7	285.3	191.2	0.0	0.0	N/A	0.0		142.7	191.2	48.5	Yes	Yes
Oman	ASP	LVC	2003	A7	13.7	0.7	0.0	0.0	N/A	0.0		6.8	0.7	-6.1	No	Yes
Philippines	ASP	Non-LVC	2002	A7	103.9	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		52.0	0.0	-52.0	No	Yes
Romania	EUR	Non-LVC	2003	CP	3.5	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.8	0.0	-1.8	No	No
Serbia and Montenegro	EUR	Non-LVC	2003	A7	3.8	0.0	0.0	370.0	100% by 2004	0.0		1.9	-370.0	-371.9	Yes	Yes
Sierra Leone	AFR	LVC	2003	A7	16.0	15.0	0.0	0.0	N/A	0.0		8.0	15.0	7.0	No	No
Sudan	AFR	Non-LVC	2003	CP	2.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.0	0.0	-1.0	No	No
Syria	ASP	Non-LVC	2003	CP	416.9	366.2	0.0	410.0	100% by 2005	0.0		208.4	-43.8	-252.2	Yes	Yes
Tanzania	AFR	LVC	2003	A7	0.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.2	0.0	-0.2	Yes	Yes
Thailand	ASP	Non-LVC	2003	CP	271.7	4.3	0.0	436.0	100% by 2004	0.0		135.8	-431.7	-567.5	Yes	Yes
Trinidad and Tobago	LAC	LVC	2003	A7	46.6	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		23.3	0.0	-23.3	Yes	Yes
Tunisia	AFR	Non-LVC	2002	A7	104.3	45.0	0.0	0.0	N/A	0.0		52.2	45.0	-7.2	No	No
Turkey	EUR	Non-LVC	2002	A7	141.0	13.0	0.0	118.0	100% by 2007	0.0		70.5	-105.0	-175.5	Yes	Yes
Vietnam	ASP	Non-LVC	2003	A7	37.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		18.5	0.0	-18.5	Yes	Yes
Zimbabwe	AFR	Non-LVC	2003	CP	1.5	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.8	0.0	-0.8	Yes	Yes

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Halon baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	50% halon reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% halon reduction	Halon banking approved (Yes/No)	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Countries that could achieve compliance with implementation of approved projects																
Mexico	LAC	Non-LVC	2002	A7	124.6	147.3	22.7	230.0	100% by 2005	0.0		62.3	-82.7	-145.0	Yes	Yes
Pakistan	ASP	Non-LVC	2002	A7	14.2	17.0	2.8	24.2	100% by 2006	0.0		7.1	-7.2	-14.3	Yes	Yes
Countries that may need additional actions to achieve compliance																
Haiti	LAC	LVC	2003	A7	1.5	5.0	3.5	0.0	N/A	3.5		0.8	5.0	4.3	No	No
Lesotho	AFR	LVC	2002	A7	0.2	18.0	17.8	0.0	N/A	17.8		0.1	18.0	17.9	Yes	Yes
Malaysia	ASP	Non-LVC	2002	A7	8.0	20.0	12.0	0.0	N/A	12.0		4.0	20.0	16.0	Yes	Yes
Qatar	ASP	LVC	2003	CP	10.7	13.6	2.9	0.0	N/A	2.9		5.4	13.6	8.3	Yes	Yes
Somalia	AFR	LVC	2003	A7	17.7	25.7	8.0	0.0	N/A	8.0		8.9	25.7	16.9	No	No
Yemen	ASP	Non-LVC	2002	A7	2.8	72.2	69.4	0.0	N/A	69.4		1.4	72.2	70.8	Yes	Yes
Countries with No Consumption																
Albania	EUR	LVC	2001	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Angola	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Bahamas	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	Yes
Bangladesh	ASP	Non-LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Barbados	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	Yes
Belize	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Bolivia	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Brunei Darussalem	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Burundi	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Cambodia	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Central African Republic	AFR	LVC	2002	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Chad	AFR	LVC	2001	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Comoros	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Costa Rica	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Cote D'Ivoire	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Cuba	LAC	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Djibouti	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No

Annex II

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Halon baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	50% halon reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% halon reduction	Halon banking approved (Yes/No)	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Dominica	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Fiji	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Gabon	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Gambia	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Ghana	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Grenada	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	Yes
Guinea Bissau	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Honduras	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Kiribati	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Korea, DPR	ASP	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Kyrgyzstan	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Lao People's Democratic Republic	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Lebanon	ASP	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	Yes
Madagascar	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Malawi	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Maldives	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Mali	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Marshall Islands	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Mauritania	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Mauritius	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Micronesia	ASP	LVC	2000	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Mongolia	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Myanmar	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Nicaragua	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Niger	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Palau	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Panama	LAC	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	Yes
Papua New Guinea	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Paraguay	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Peru	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Halon baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	50% halon reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% halon reduction	Halon banking approved (Yes/No)	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Rwanda	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Saint Kitts and Nevis	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Saint Lucia	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Saint Vincent and the Grenadines	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Samoa	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Senegal	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Seychelles	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Solomon Islands	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Sri Lanka	ASP	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Suriname	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Swaziland	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Togo	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Tonga	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Tuvalu	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Uganda	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Uruguay	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	Yes
Vanuatu	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Venezuela	LAC	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	Yes
Zambia	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Countries with insufficient data																
Cape Verde	AFR	NDR			NDR	NDR		0.0	N/A						No	No
Sao Tome and Principe	AFR	NDR			NDR	NDR		0.0	N/A						No	No
* Halon production closure.																

Annex III

METHYL BROMIDE ANALYSIS

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Methyl bromide baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	Allowable consumption in 2005 after 20% reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 20% methyl bromide reduction	Received assistance from Fund	Methyl Bromide Agreement Phase-out or Project
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.80	(2)-(4)	(9)-(8)		
COUNTRIES THAT HAVE RATIFIED THE COPENHAGEN AMENDMENT																
Countries that appear to be in compliance																
Algeria	AFR	Non-LVC	2003	CP	4.7	4.2	0.0	0.0	N/A	0.0		3.7	4.2	0.5	Yes	No
Argentina	LAC	Non-LVC	2003	CP	411.3	325.8	0.0	127.6	100% by 2004	0.0	38.3	329.0	198.2	-130.8	Yes	Yes/Agreement*
Bahamas	LAC	LVC	2002	A7	0.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	Yes	No
Barbados	LAC	LVC	2003	A7	0.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	Yes	Partial/Project
Bolivia	LAC	LVC	2002	A7	0.6	0.3	0.0	1.5	100% by 2005	0.0		0.5	-1.3	-1.7	Yes	Yes/Agreement*
Brazil	LAC	Non-LVC	2003	CP	711.6	248.4	0.0	0.0	N/A	0.0		569.3	248.4	-320.9	Yes	Partial/Project
Cameroon	AFR	LVC	2003	A7	18.1	9.9	0.0	0.0	N/A	0.0		14.5	9.9	-4.6	Yes	Yes/Project*
Chile	LAC	Non-LVC	2002	A7	212.5	165.2	0.0	61.2	100% by 2006	0.0	70.0	170.0	104.0	-66.0	Yes	Partial/Agreement
China	ASP	Non-LVC	2002	A7	1,102.1	1,087.8	0.0	389.0	100% by 2006	0.0	207.7	881.6	698.8	-182.8	Yes	Partial/Project
Colombia	LAC	Non-LVC	2003	CP	110.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		88.1	0.0	-88.1	Yes	No
Congo, DR	AFR	Non-LVC	2003	A7	1.4	1.2	0.0	0.0	N/A	0.0		1.1	1.2	0.1	Yes	Partial/Project
Costa Rica	LAC	LVC	2002	A7	342.5	280.0	0.0	84.4	100% by 2004	0.0	170.8	274.0	195.6	-78.3	Yes	Yes/Agreement*
Croatia	EUR	LVC	2002	A7	15.7	-0.9	0.0	10.0	100% by 2005	0.0		12.6	-10.9	-23.5	Yes	Yes/Agreement*
Cuba	LAC	Non-LVC	2003	CP	50.5	23.7	0.0	0.0	N/A	0.0	24.0	40.4	23.7	-16.7	Yes	Yes/Project*
Dominican Republic	LAC	Non-LVC	2002	A7	104.2	77.1	0.0	141.0	100% by 2006	0.0		83.4	-63.9	-147.3	Yes	Yes/Agreement*
Ecuador	LAC	LVC	2002	A7	66.2	40.8	0.0	52.2	100% by 2005	0.0	32.0	53.0	-11.4	-64.4	Yes	Partial/Project
Egypt	AFR	Non-LVC	2003	A7	238.1	238.0	0.0	185.6	100% by 2005	0.0		190.4	52.4	-138.0	Yes	Partial/Project
El Salvador	LAC	LVC	2003	A7	1.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.1	0.0	-1.1	Yes	No
Fiji	ASP	LVC	2002	A7	0.7	0.3	0.0	0.0	N/A	0.0		0.5	0.3	-0.2	No	No
Georgia	EUR	LVC	2003	A7	13.7	10.2	0.0	6.0	100% by 2006	0.0		10.9	4.2	-6.7	Yes	Yes/Project*
Guyana	LAC	LVC	2003	A7	1.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.1	0.0	-1.1	No	No
Indonesia	ASP	Non-LVC	2002	A7	135.6	37.8	0.0	37.8	100% by 2007	0.0		108.5	0.0	-108.5	Yes	Yes/Project*
Iran	ASP	Non-LVC	2002	A7	26.7	5.4	0.0	12.4	100% by 2004	0.0	35.0	21.4	-7.0	-28.4	Yes	No

Annex III

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Methyl bromide baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	Allowable consumption in 2005 after 20% reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 20% methyl bromide reduction	Received assistance from Fund	Methyl Bromide Agreement Phase-out or Project
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.80	(2)-(4)	(9)-(8)		
Jamaica	LAC	LVC	2003	CP	4.9	1.5	0.0	0.0	N/A	0.0	1.2	3.9	1.5	-2.4	Yes	No
Jordan	ASP	Non-LVC	2002	A7	176.3	90.6	0.0	180.0	100% by 2006	0.0		141.0	-89.4	-230.4	Yes	Yes/Agreement*
Kenya	AFR	LVC	2002	A7	217.5	139.1	0.0	27.0	100% by 2006	0.0	29.1	174.0	112.1	-61.9	Yes	Yes/Agreement*
Korea, DPR	ASP	Non-LVC	2003	CP	30.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		24.0	0.0	-24.0	Yes	Yes/Project*
Kyrgyzstan	ASP	LVC	2003	CP	14.2	13.8	0.0	14.2	100% by 2008	0.0		11.3	-0.4	-11.7	Yes	Yes/Project*
Macedonia	EUR	Non-LVC	2003	A7	12.2	0.0	0.0	7.8	100% by 2006	0.0		9.8	-7.8	-17.6	Yes	Yes/Agreement*
Madagascar	AFR	LVC	2003	A7	2.6	0.1	0.0	0.0	N/A	0.0		2.1	0.1	-2.0	No	No
Malawi	AFR	LVC	2003	A7	112.7	41.1	0.0	41.1	100% by 2004	0.0	37.0	90.2	0.0	-90.2	Yes	Yes/Agreement*
Malaysia	ASP	Non-LVC	2002	A7	14.6	8.8	0.0	0.0	N/A	0.0	3.0	11.7	8.8	-2.9	Yes	No
Mauritius	AFR	LVC	2002	A7	0.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	Yes	Yes/Project*
Mexico	LAC	Non-LVC	2002	A7	1,130.8	1067.5	0.0	162.3	100% by 2006	0.0	76.8	904.6	905.2	0.6	Yes	No
Moldova	EUR	LVC	2003	A7	7.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		5.6	0.0	-5.6	Yes	No
Namibia	AFR	LVC	2003	A7	0.8	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.6	0.0	-0.6	No	No
Nicaragua	LAC	LVC	2003	CP	0.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.3	0.0	-0.3	Yes	No
Nigeria	AFR	Non-LVC	2003	A7	2.8	2.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.3	2.0	-0.3	Yes	Partial/Project
Oman	ASP	LVC	2003	A7	1.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0	3.0	0.8	0.0	-0.8	No	No
Pakistan	ASP	Non-LVC	2002	A7	14.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		11.2	0.0	-11.2	Yes	No
Paraguay	LAC	LVC	2002	A7	0.9	0.9	0.0	0.0	N/A	0.0		0.7	0.9	0.2	No	No
Peru	LAC	LVC	2002	A7	1.3	0.1	0.0	3.0	100% by 2004	0.0		1.0	-2.9	-3.9	Yes	Yes/Project*
Philippines	ASP	Non-LVC	2002	A7	8.0	7.8	0.0	0.0	N/A	0.0	7.0	6.4	7.8	1.4	Yes	No
Romania	EUR	Non-LVC	2003	CP	111.5	64.6	0.0	46.4	100% by 2005	0.0		89.2	18.2	-71.0	Yes	Yes/Agreement*
Saint Kitts and Nevis	LAC	LVC	2002	A7	0.3	0.3	0.0	0.0	N/A	0.0		0.2	0.3	0.1	No	No
Senegal	AFR	LVC	2003	CP	53.2	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		42.6	0.0	-42.6	Yes	Yes/Project*
Sierra Leone	AFR	LVC	2003	A7	2.6	0.7	0.0	0.0	N/A	0.0		2.1	0.7	-1.4	Yes	Partial/Project
Somalia	AFR	LVC	2003	A7	0.5	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.4	0.0	-0.4	Yes	No
Sudan	AFR	Non-LVC	2003	CP	3.0	1.8	0.0	0.0	N/A	0.0		2.4	1.8	-0.6	Yes	Partial/Project
Syria	ASP	Non-LVC	2003	CP	188.6	129.0	0.0	29.8	100% by 2005	0.0	23.6	150.8	99.2	-51.6	Yes	Yes/Agreement*
Tonga	ASP	LVC	2003	A7	0.2	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.2	0.0	-0.2	No	No
Trinidad and Tobago	LAC	LVC	2003	A7	1.7	0.4	0.0	0.0	N/A	0.0		1.4	0.4	-1.0	No	No
Turkey	EUR	Non-LVC	2002	A7	479.7	280.8	0.0	167.2	100% by 2005	0.0	60.0	383.8	113.6	-270.2	Yes	Partial/Agreement

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Methyl bromide baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	Allowable consumption in 2005 after 20% reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 20% methyl bromide reduction	Received assistance from Fund	Methyl Bromide Agreement Phase-out or Project
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.80	(2)-(4)	(9)-(8)		
Uruguay	LAC	LVC	2003	A7	11.2	11.2	0.0	11.0	100% by 2005	0.0		9.0	0.2	-8.8	Yes	Yes/Agreement*
Vanuatu	ASP	LVC	2003	A7	0.2	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.2	0.0	-0.2	No	No
Venezuela	LAC	Non-LVC	2003	CP	10.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		8.2	0.0	-8.2	Yes	No
Zimbabwe	AFR	Non-LVC	2003	CP	557.0	97.4	0.0	51.4	100% by 2004	0.0	15.0	445.6	46.0	-399.6	Yes	Partial/Agreement
Countries that could achieve compliance with implementation of approved projects																
Bosnia and Herzegovina	EUR	LVC	2003	CP	3.5	9.8	6.3	11.8	100% by 2006	0.0		2.8	-2.0	-4.8	Yes	Yes/Agreement*
Cote D'Ivoire	AFR	LVC	2002	A7	8.1	12.0	3.9	8.5	100% by 2006	0.0	8.5	6.5	3.5	-3.0	Yes	Yes/Agreement*
Guatemala	LAC	LVC	2003	A7	400.7	546.6	145.9	242.0	100% by 2008	0.0		320.6	304.6	-16.0	Yes	Partial/Project
Honduras	LAC	LVC	2003	CP	259.4	309.6	50.2	110.1	100% by 2005	0.0		207.5	199.5	-8.0	Yes	Partial/Project
Morocco	AFR	Non-LVC	2003	A7	697.1	697.2	0.1	246.4	100% by 2006	0.0	116.8	557.7	450.8	-106.9	Yes	Partial/Agreement
Sri Lanka	ASP	Non-LVC	2003	CP	4.1	4.5	0.4	5.2	100% by 2005	0.0		3.3	-0.7	-4.0	Yes	Yes/Project*
Countries that may need additional actions to achieve compliance																
Bahrain	ASP	LVC	2003	CP	0.0	1.0	1.0	0.0	N/A	1.0		0.0	1.0	1.0	No	No
Botswana	AFR	LVC	2002	A7	0.1	0.6	0.5	0.0	N/A	0.5		0.1	0.6	0.5	Yes	No
Congo	AFR	LVC	2003	A7	0.9	1.2	0.4	0.0	N/A	0.4		0.7	1.2	0.5	Yes	Partial/Project
Mozambique	AFR	LVC	2002	A7	3.4	4.5	1.1	0.0	N/A	1.1		2.7	4.5	1.8	Yes	Partial/Project
Papua New Guinea	ASP	LVC	2003	A7	0.3	5.8	5.5	0.0	N/A	5.5		0.2	5.8	5.5	No	No
Thailand	ASP	Non-LVC	2003	CP	164.9	178.0	13.1	0.0	N/A	13.1	73.0	131.9	178.0	46.0	Yes	No
Tunisia	AFR	Non-LVC	2002	A7	8.3	10.8	2.6	0.0	N/A	2.6		6.6	10.8	4.2	Yes	No
Uganda	AFR	LVC	2003	A7	6.3	24.0	17.7	12.0	100% by 2006	5.7		5.0	12.0	7.0	Yes	Yes/Agreement*
Vietnam	ASP	Non-LVC	2003	A7	136.5	258.0	121.5	0.0	N/A	121.5		109.2	258.0	148.8	Yes	No
Yemen	ASP	Non-LVC	2002	A7	1.1	52.8	51.8	9.1	100% by 2006	42.7		0.8	43.7	42.9	Yes	Partial/Project
Countries with No Consumption																
Antigua and Barbuda	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Bangladesh	ASP	Non-LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Belize	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No

Annex III

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Methyl bromide baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	Allowable consumption in 2005 after 20% reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 20% methyl bromide reduction	Received assistance from Fund	Methyl Bromide Agreement Phase-out or Project
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.80	(2)-(4)	(9)-(8)		
Benin	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Burkina Faso	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Burundi	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Chad	AFR	LVC	2001	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Comoros	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Djibouti	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Gabon	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Ghana	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	6.3	100% by 2005	0.0		0.0	-6.3	-6.3	Yes	No
Grenada	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Guinea Bissau	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Haiti	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Kuwait	ASP	Non-LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Liberia	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Maldives	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Marshall Islands	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Micronesia	ASP	LVC	2000	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Mongolia	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Niger	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Palau	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Panama	LAC	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Qatar	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Rwanda	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Saint Lucia	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Saint Vincent and the Grenadines	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Samoa	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Seychelles	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Solomon Islands	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Tanzania	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Togo	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Tuvalu	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Methyl bromide baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	Allowable consumption in 2005 after 20% reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 20% methyl bromide reduction	Received assistance from Fund	Methyl Bromide Agreement Phase-out or Project
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.80	(2)-(4)	(9)-(8)		
Countries with insufficient data																
Cape Verde	AFR	NDR			NDR	NDR		0.0	N/A						No	No
India	ASP	Non-LVC	2002	A7	NDR	0.0		0.0	N/A		20.0				Yes	No
Lebanon	ASP	Non-LVC	2003	CP	152.4	NDR		100.0	100% by 2005		38.3				Yes	Yes/Agreement*
Mali	AFR	LVC	2003	A7	NDR	0.0		0.0	N/A						Yes	No
Sao Tome and Principe	AFR	NDR			NDR	NDR		0.0	N/A						Yes	No
COUNTRIES THAT HAVE NOT RATIFIED THE COPENHAGEN AMENDMENT																
Countries that appear to be in compliance																
Ethiopia	AFR	LVC	2003	A7	15.6	10.8	0.0	0.0	N/A	0.0		12.5	10.8	-1.7	Yes	No
Libya	AFR	Non-LVC	2001	A7	94.1	77.8	0.0	0.0	N/A	0.0		75.3	77.8	2.5	No	No
Myanmar	ASP	LVC	2002	A7	3.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.7	0.0	-2.7	No	No
Zambia	AFR	LVC	2002	A7	29.3	12.6	0.0	0.0	N/A	0.0		23.5	12.6	-10.9	Yes	No
Countries that may need additional actions to achieve compliance																
Lesotho	AFR	LVC	2002	A7	0.1	0.2	0.1	0.0	N/A	0.1		0.1	0.2	0.1	No	No
Swaziland	AFR	LVC	2002	A7	0.6	0.7	0.1	0.0	N/A	0.1		0.4	0.7	0.3	Yes	No
Countries with No Consumption																
Albania	EUR	LVC	2001	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Brunei Darussalam	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Cambodia	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Central African Republic	AFR	LVC	2002	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Dominica	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Gambia	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Kiribati	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Mauritania	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes	No
Nepal	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No

UNEP/OzL.Pro/ExCom/43/6/Rev.1
Annex III

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Methyl bromide baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	Allowable consumption in 2005 after 20% reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 20% methyl bromide reduction	Received assistance from Fund	Methyl Bromide Agreement Phase-out or Project
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.80	(2)-(4)	(9)-(8)		
Suriname	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	No
Countries with insufficient data																
Angola	AFR	LVC	2003	CP	NDR	0.0		0.0	N/A						Yes	No
Guinea	AFR	LVC	2003	CP	NDR	0.0		0.0	N/A						Yes	No
Lao People's Democratic Republic	ASP	LVC	2003	CP	NDR	0.0		0.0	N/A						No	No
Serbia and Montenegro	EUR	Non-LVC	2003	A7	NDR	0.0		0.0	N/A						No	No
*Countries with approved projects for complete Methyl Bromide phase out.																

Annex IV

CARBON TETRACHLORIDE (CTC) ANALYSIS

Country	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
			Year	Source	CTC baseline	Latest consumption	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	ODS phase-out in Final 2004 business plan	85% CTC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 85% CTC reduction	Received assistance from Fund
										(1)*.15	(2)-(3)	(8)-(7)	
COUNTRIES THAT HAVE RATIFIED THE LONDON AMENDMENT													
Countries that appear to be in compliance													
Bolivia	LAC	LVC	2002	A7	0.3	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Chile	LAC	Non-LVC	2002	A7	0.6	0.4	1.1	100% by 2005		0.1	-0.7	-0.8	Yes*
China	ASP	Non-LVC	2002	A7	55,903.8	3,294.4	165.0	100% by 2005	1,898.3	8,385.6	3,129.4	-5,256.2	Yes*
Congo	AFR	LVC	2003	A7	0.6	0.0	0.0	N/A		0.1	0.0	-0.1	No
Cuba	LAC	Non-LVC	2003	CP	2.7	0.1	0.0	N/A		0.4	0.1	-0.3	No
Dominican Republic	LAC	Non-LVC	2002	A7	29.0	0.0	0.0	N/A		4.3	0.0	-4.3	No
Guatemala	LAC	LVC	2003	A7	10.6	0.0	0.0	N/A	10.6	1.6	0.0	-1.6	No
Jamaica	LAC	LVC	2003	CP	2.8	0.0	0.0	N/A	0.1	0.4	0.0	-0.4	No
Jordan	ASP	Non-LVC	2002	A7	40.3	5.5	7.7	100% by 2009		6.0	-2.2	-8.2	Yes*
Kenya	AFR	LVC	2002	A7	65.9	0.6	0.0	N/A	56.0	9.9	0.6	-9.3	No
Liberia	AFR	LVC	2002	A7	0.2	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Macedonia	EUR	Non-LVC	2003	A7	0.1	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Malaysia	ASP	Non-LVC	2002	A7	4.5	0.0	0.0	N/A		0.7	0.0	-0.7	Yes*
Morocco	AFR	Non-LVC	2003	A7	1.1	0.1	0.0	N/A		0.2	0.1	-0.1	No
Peru	LAC	LVC	2002	A7	1.0	0.0	0.0	N/A		0.2	0.0	-0.2	No
Sierra Leone	AFR	LVC	2003	A7	2.6	0.1	0.0	N/A		0.4	0.1	-0.3	No
Tanzania	AFR	LVC	2003	A7	0.1	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Thailand	ASP	Non-LVC	2003	CP	7.5	0.0	0.0	N/A		1.1	0.0	-1.1	Yes*
Turkey	EUR	Non-LVC	2002	A7	105.1	13.2	13.2	100% by 2006		15.8	0.0	-15.8	Yes*
Venezuela	LAC	Non-LVC	2003	CP	1,107.2	-4,443.8	0.0	N/A		166.1	-4,443.8	-4,609.9	No
Vietnam	ASP	Non-LVC	2003	A7	1.6	0.0	0.0	N/A		0.2	0.0	-0.2	No
Zambia	AFR	LVC	2002	A7	0.7	0.0	0.0	N/A		0.1	0.0	-0.1	No

Country	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
			Year	Source	CTC baseline	Latest consumption	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	ODS phase-out in Final 2004 business plan	85% CTC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 85% CTC reduction	Received assistance from Fund
										(1)*.15	(2)-(3)	(8)-(7)	
Countries that may need additional actions to achieve compliance													
Algeria	AFR	Non-LVC	2003	CP	20.9	18.7	0.0	N/A		3.1	18.7	15.6	No
Argentina	LAC	Non-LVC	2003	CP	187.2	7,370.9	29.8	100% by 2009		28.1	7,341.1	7,313.0	Yes*
Bahamas	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.3	0.0	N/A		0.0	0.3	0.3	No
Bahrain	ASP	LVC	2003	CP	0.7	1.0	0.0	N/A		0.1	1.0	0.9	No
Bangladesh	ASP	Non-LVC	2002	A7	5.7	13.8	0.0	N/A		0.9	13.8	13.0	Yes*
Brazil	LAC	Non-LVC	2003	CP	411.6	68.4	0.0	N/A	79.0	61.7	68.4	6.6	No
Colombia	LAC	Non-LVC	2003	CP	6.1	1.4	0.0	N/A		0.9	1.4	0.5	No
Congo, DR	AFR	Non-LVC	2003	A7	15.3	11.0	0.0	N/A		2.3	11.0	8.7	No
Croatia	EUR	LVC	2002	A7	3.9	2.5	0.0	N/A	4.0	0.6	2.5	1.9	No
Ecuador	LAC	LVC	2002	A7	0.5	0.2	0.0	N/A		0.1	0.2	0.1	No
Egypt	AFR	Non-LVC	2003	A7	38.5	8.8	0.0	N/A	**	5.8	8.8	3.0	No
Ghana	AFR	LVC	2003	A7	0.4	0.4	0.0	N/A		0.1	0.4	0.4	No
India	ASP	Non-LVC	2002	A7	11,505.4	10,461.0	725.5	100% by 2004	2,508.8	1,725.8	9,735.5	8,009.7	Yes*
Indonesia	ASP	Non-LVC	2002	A7	0.0	16.5	0.0	N/A	**	0.0	16.5	16.5	No
Iran	ASP	Non-LVC	2002	A7	77.0	2,169.2	0.0	N/A	360.0	11.6	2,169.2	2,157.7	Yes
Korea, DPR	ASP	Non-LVC	2003	CP	1,285.2	1,585.2	565.8	100% by 2004	287.5	192.8	1,019.4	826.6	Yes*
Marshall Islands	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.2	0.0	N/A		0.0	0.2	0.2	No
Mexico	LAC	Non-LVC	2002	A7	0.0	0.8	0.0	N/A		0.0	0.8	0.8	No
Nepal	ASP	LVC	2002	A7	0.9	0.9	0.0	N/A		0.1	0.9	0.8	No
Nigeria	AFR	Non-LVC	2003	A7	152.8	166.7	0.0	N/A	129.8	22.9	166.7	143.7	No
Oman	ASP	LVC	2003	A7	0.1	0.1	0.0	N/A		0.0	0.1	0.1	No
Pakistan	ASP	Non-LVC	2002	A7	412.9	636.9	170.2	100% by 2005	231.5	61.9	466.7	404.8	Yes*
Paraguay	LAC	LVC	2002	A7	0.6	2.0	0.0	N/A		0.1	2.0	2.0	No
Romania	EUR	Non-LVC	2003	CP	368.6	200.0	11.1	100% by 2004		55.3	188.9	133.6	Yes*
Sri Lanka	ASP	Non-LVC	2003	CP	35.1	23.9	0.0	N/A	40.9	5.3	23.9	18.7	No
Sudan	AFR	Non-LVC	2003	CP	2.2	1.1	0.0	N/A		0.3	1.1	0.8	No
Tunisia	AFR	Non-LVC	2002	A7	2.9	1.1	0.0	N/A		0.4	1.1	0.7	No
Uganda	AFR	LVC	2003	A7	0.4	0.3	0.0	N/A		0.1	0.3	0.3	No
Uruguay	LAC	LVC	2003	A7	0.4	0.3	0.0	N/A	4.0	0.1	0.3	0.2	No
Zimbabwe	AFR	Non-LVC	2003	CP	11.6	9.1	0.0	N/A	9.0	1.7	9.1	7.4	No

Country	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
			Year	Source	CTC baseline	Latest consumption	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	ODS phase-out in Final 2004 business plan	85% CTC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 85% CTC reduction	Received assistance from Fund
										(1)*.15	(2)-(3)	(8)-(7)	
Countries with No Consumption													
Antigua and Barbuda	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Barbados	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Belize	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Benin	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Bosnia and Herzegovina	EUR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Botswana	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Burkina Faso	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Burundi	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Cameroon	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Chad	AFR	LVC	2001	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Comoros	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Costa Rica	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Cote D'Ivoire	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Dominica	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
El Salvador	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Fiji	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Gabon	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Gambia	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Georgia	EUR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Guinea	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Guinea Bissau	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Guyana	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Haiti	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Honduras	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Kuwait	ASP	Non-LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Kyrgyzstan	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Lebanon	ASP	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Libya	AFR	Non-LVC	2001	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Madagascar	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Malawi	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Maldives	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No

Annex IV

Country	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
			Year	Source	CTC baseline	Latest consumption	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	ODS phase-out in Final 2004 business plan	85% CTC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 85% CTC reduction	Received assistance from Fund
										(1)*.15	(2)-(3)	(8)-(7)	
Mali	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Mauritius	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Micronesia	ASP	LVC	2000	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Moldova	EUR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Mongolia	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Mozambique	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Myanmar	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Namibia	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Nicaragua	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Niger	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Palau	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Panama	LAC	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Papua New Guinea	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Philippines	ASP	Non-LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Qatar	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Rwanda	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Saint Kitts and Nevis	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Saint Lucia	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Saint Vincent and the Grenadines	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Samoa	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Senegal	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Seychelles	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Solomon Islands	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Somalia	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Syria	ASP	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Togo	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Tonga	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Trinidad and Tobago	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Tuvalu	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Vanuatu	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Yemen	ASP	Non-LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No

Country	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
			Year	Source	CTC baseline	Latest consumption	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	ODS phase-out in Final 2004 business plan	85% CTC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 85% CTC reduction	Received assistance from Fund
										(1)*.15	(2)-(3)	(8)-(7)	
Countries with insufficient data													
Cape Verde	AFR	NDR			NDR	NDR	0.0	N/A					No
Djibouti	AFR	LVC	2002	A7	NDR	0.0	0.0	N/A					No
Grenada	LAC	LVC	2003	A7	NDR	0.0	0.0	N/A					No
Sao Tome and Principe	AFR	NDR			NDR	NDR	0.0	N/A					No
COUNTRIES THAT HAVE NOT RATIFIED THE LONDON AMENDMENT													
Countries that appear to be in compliance													
Albania	EUR	LVC	2001	A7	3.1	1.3	2.3	100% by 2005		0.5	-1.0	-1.5	Yes*
Serbia and Montenegro	EUR	Non-LVC	2003	A7	11.0	0.0	0.0	N/A		1.7	0.0	-1.7	No
Countries with No Consumption													
Brunei Darussalem	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Cambodia	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Central African Republic	AFR	LVC	2002	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Ethiopia	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Kiribati	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Lao People's Democratic Republic	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Lesotho	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Mauritania	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Suriname	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Swaziland	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	N/A		0.0	0.0	0.0	No
Countries with insufficient data													
Angola	AFR	LVC	2003	CP	NDR	0.0	0.0	N/A					No
* Countries with an approved CTC or ODS phase out plan/project													
** Included in the 2004-2006 Business Plan.													

Annex V

METHYL CHLOROFORM (TCA) ANALYSIS

Country	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
			Year	Source	TCA baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the 2003 freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	30% TCA reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 30% TCA reduction	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.70	(2)-(4)	(9)-(8)	
COUNTRIES THAT HAVE RATIFIED THE LONDON AMENDMENT															
Countries that appear to be in compliance															
Algeria	AFR	Non-LVC	2003	CP	5.8	5.0	0.0	0.0	N/A	0.0		4.1	5.0	0.9	No
Argentina	LAC	Non-LVC	2003	CP	65.7	20.9	0.0	12.2	100% by 2009	0.0		46.0	8.7	-37.3	Yes*
Bahrain	ASP	LVC	2003	CP	22.7	0.7	0.0	0.0	N/A	0.0		15.9	0.7	-15.2	No
Brazil	LAC	Non-LVC	2003	CP	32.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		22.7	0.0	-22.7	Yes
Burundi	AFR	LVC	2003	CP	0.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No
Cameroon	AFR	LVC	2003	A7	8.2	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		5.7	0.0	-5.7	No
Chile	LAC	Non-LVC	2002	A7	6.4	3.5	0.0	3.7	100% by 2005	0.0		4.5	-0.2	-4.7	Yes*
China	ASP	Non-LVC	2002	A7	721.2	380.8	0.0	138.7	100% by 2005	0.0	56.5	504.9	242.1	-262.8	Yes*
Colombia	LAC	Non-LVC	2003	CP	0.6	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.4	0.0	-0.4	No
Congo, DR	AFR	Non-LVC	2003	A7	4.8	0.6	0.0	0.0	N/A	0.0		3.4	0.6	-2.8	No
Dominican Republic	LAC	Non-LVC	2002	A7	3.6	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0	31.4	2.5	0.0	-2.5	No
Egypt	AFR	Non-LVC	2003	A7	26.0	18.0	0.0	0.0	N/A	0.0	**	18.2	18.0	-0.2	Yes
Haiti	LAC	LVC	2003	A7	0.2	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No
India	ASP	Non-LVC	2002	A7	122.2	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		85.6	0.0	-85.6	Yes
Indonesia	ASP	Non-LVC	2002	A7	13.3	8.8	0.0	0.0	N/A	0.0	**	9.3	8.8	-0.5	Yes
Jamaica	LAC	LVC	2003	CP	1.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.0	0.0	-1.0	No
Jordan	ASP	Non-LVC	2002	A7	18.2	8.0	0.0	51.4	100% by 2005	0.0		12.7	-43.4	-56.1	Yes*
Korea, DPR	ASP	Non-LVC	2003	CP	7.7	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		5.4	0.0	-5.4	No
Malaysia	ASP	Non-LVC	2002	A7	49.5	12.9	0.0	0.0	N/A	0.0		34.6	12.9	-21.7	Yes*
Mauritius	AFR	LVC	2002	A7	0.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No
Mexico	LAC	Non-LVC	2002	A7	56.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		39.5	0.0	-39.5	Yes
Morocco	AFR	Non-LVC	2003	A7	0.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Nigeria	AFR	Non-LVC	2003	A7	32.9	31.3	0.0	0.0	N/A	0.0		23.0	31.3	8.3	No
Pakistan	ASP	Non-LVC	2002	A7	2.3	0.0	0.0	9.2	100% by 2005	0.0		1.6	-9.2	-10.8	Yes

Country	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
			Year	Source	TCA baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the 2003 freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	30% TCA reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 30% TCA reduction	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.70	(2)-(4)	(9)-(8)	
Sri Lanka	ASP	Non-LVC	2003	CP	3.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0	3.9	2.1	0.0	-2.1	No
Thailand	ASP	Non-LVC	2003	CP	54.6	2.4	0.0	0.0	N/A	0.0		38.2	2.4	-35.8	Yes*
Trinidad and Tobago	LAC	LVC	2003	A7	0.7	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.5	0.0	-0.5	No
Tunisia	AFR	Non-LVC	2002	A7	0.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No
Turkey	EUR	Non-LVC	2002	A7	37.4	10.8	0.0	26.2	100% by 2006	0.0		26.2	-15.4	-41.6	Yes*
Venezuela	LAC	Non-LVC	2003	CP	4.6	1.9	0.0	0.0	N/A	0.0		3.2	1.9	-1.4	Yes
Vietnam	ASP	Non-LVC	2003	A7	0.2	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No
Yemen	ASP	Non-LVC	2002	A7	0.8	0.8	0.0	0.0	N/A	0.0		0.6	0.8	0.2	No
Zambia	AFR	LVC	2002	A7	0.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No
Countries that may need additional actions to achieve compliance															
Bangladesh	ASP	Non-LVC	2002	A7	0.9	1.0	0.1	0.0	N/A	0.1		0.6	1.0	0.4	Yes*
Bosnia and Herzegovina	EUR	LVC	2003	CP	1.5	3.6	2.1	0.6	100% by 2004	1.5		1.1	3.0	2.0	Yes*
Ecuador	LAC	LVC	2002	A7	2.0	2.8	0.8	0.0	N/A	0.8		1.4	2.8	1.4	No
Iran	ASP	Non-LVC	2002	A7	8.7	386.8	378.1	0.0	N/A	378.1	386.8	6.1	386.8	380.7	No
Kenya	AFR	LVC	2002	A7	1.1	5.8	4.7	1.9	100% by 2004	2.8		0.8	3.9	3.2	Yes/Partial
Countries with No Consumption															
Antigua and Barbuda	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Bahamas	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Barbados	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Belize	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Benin	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Bolivia	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Botswana	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Burkina Faso	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Chad	AFR	LVC	2001	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Comoros	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Congo	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Costa Rica	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Cote D'Ivoire	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No

Country	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
			Year	Source	TCA baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the 2003 freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	30% TCA reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 30% TCA reduction	Received assistance from Fund	
							(2) - (1)			(3)-(4)			(1)*.70	(2)-(4)	(9)-(8)	
Croatia	EUR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Cuba	LAC	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Dominica	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
El Salvador	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Fiji	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Gabon	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Gambia	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Georgia	EUR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Ghana	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Guatemala	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Guinea	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Guinea Bissau	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Guyana	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Honduras	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Kuwait	ASP	Non-LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Kyrgyzstan	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Lebanon	ASP	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Liberia	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Libya	AFR	Non-LVC	2001	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Macedonia	EUR	Non-LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Madagascar	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Malawi	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Maldives	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Mali	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Marshall Islands	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Micronesia	ASP	LVC	2000	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Moldova	EUR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Mongolia	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Mozambique	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Myanmar	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	
Namibia	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No	

Annex V

Country	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
			Year	Source	TCA baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the 2003 freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	30% TCA reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 30% TCA reduction	Received assistance from Fund
							(2) - (1)				(3)-(4)	(1)*.70	(2)-(4)	(9)-(8)	
Nepal	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Nicaragua	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Niger	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Oman	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Palau	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Panama	LAC	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Papua New Guinea	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Paraguay	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Peru	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes
Philippines	ASP	Non-LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes
Qatar	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Romania	EUR	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Rwanda	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Saint Kitts and Nevis	LAC	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Saint Lucia	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Saint Vincent and the Grenadines	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Samoa	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Senegal	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Seychelles	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Sierra Leone	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Solomon Islands	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Somalia	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Sudan	AFR	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Syria	ASP	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Tanzania	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Togo	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Tonga	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Tuvalu	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Uganda	AFR	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Uruguay	LAC	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No

Country	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
			Year	Source	TCA baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the 2003 freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	30% TCA reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 30% TCA reduction	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.70	(2)-(4)	(9)-(8)	
Vanuatu	ASP	LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Zimbabwe	AFR	Non-LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Countries with insufficient data															
Cape Verde	AFR	NDR			NDR	NDR		0.0	N/A						No
Djibouti	AFR	LVC	2002	A7	NDR	0.0		0.0	N/A						No
Grenada	LAC	LVC	2003	A7	NDR	0.0		0.0	N/A						No
Sao Tome and Principe	AFR	NDR			NDR	NDR		0.0	N/A						No
COUNTRIES THAT HAVE NOT RATIFIED THE LONDON AMENDMENT															
Countries that appear to be in compliance															
Cambodia	ASP	LVC	2003	CP	0.5	0.4	0.0	0.0	N/A	0.0		0.4	0.4	0.0	No
Ethiopia	AFR	LVC	2003	A7	0.5	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.3	0.0	-0.3	No
Countries that may need additional actions to achieve compliance															
Albania	EUR	LVC	2001	A7	0.0	0.1	0.1	0.0	N/A	0.1		0.0	0.1	0.1	Yes*
Countries with No Consumption															
Brunei Darussalem	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Central African Republic	AFR	LVC	2002	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Kiribati	ASP	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Lao People's Democratic Republic	ASP	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Lesotho	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Mauritania	AFR	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Serbia and Montenegro	EUR	Non-LVC	2003	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Suriname	LAC	LVC	2003	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Swaziland	AFR	LVC	2002	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No

UNEP/OzL.Pro/ExCom/43/6/Rev.1
Annex V

Country	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
			Year	Source	TCA baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the 2003 freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2004)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2004 business plan	30% TCA reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 30% TCA reduction	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.70	(2)-(4)	(9)-(8)	
Countries with insufficient data															
Angola	AFR	LVC	2003	CP	NDR	0.0		0.0	N/A						No
* Countries with an approved TCA or ODS phase out plan/project.															
** Included in the 2004-2006 Business Plan.															
